

N° 13-010-XIF au catalogue



Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Troisième trimestre de 2003



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- p préliminaire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à notre agent d'information aux (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca.

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est gratuit sur Internet. Les utilisateurs sont priés de se rendre à http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-010-XIF/free_f.htm.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263 1136.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Troisième trimestre de 2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6

Décembre 2003

No 13-010-XIF au catalogue, vol.2, no 3

Périodicité : trimestrielle

ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	378-001, 378-0002, 380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036.
Publication:	
Comptes nationaux des revenus et dépenses, estimations trimestrielles	13-001-XIB, 13-001-XPB
Tableaux et documents analytiques:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Comptes des flux financier	13-014-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13-014-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13-014-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication:	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance de paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0019, 376-0035
Publication:	
Balance de paiements internationaux du Canada	67-001-XIB, 67-001-XPB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableau CANSIM	383-0008, 383-0012
Publication:	
Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037, 376-0039 à 376-0042, 376-0055 à 376-0057 et 376-0059
Publication:	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0007
Publication:	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Table des matières

Aperçu	5
Révisions dans cette édition	5
PIB en termes de revenus et de dépenses	7
Les dépenses de consommation s'intensifient	7
Vigueur soutenue du secteur de l'habitation	8
Raffermissement de l'investissement des entreprises en usines et en matériel	8
Les stocks non agricoles connaissent une baisse marquée	9
Les revenus agricoles chutent	9
Autre recul des exportations	10
La panne de courant généralisée freine les dépenses des administrations publiques	10
Raffermissement du revenu du travail	10
Reprise des bénéfiques	10
Les prix rebondissent	11
PIB par industrie	18
La reprise du secteur de la fabrication explique dans une large mesure la vigueur de l'économie	18
Le secteur public retourne à la normale	19
Le secteur minier brille	19
Les consommateurs achètent plus de maisons mais moins de voitures	19
Le secteur des voyages continue de se redresser	19
Aperçu trimestriel	20
Balance des paiements internationaux	23
Compte courant	23
Hausse de l'excédent au chapitre des biens, les importations ayant diminué	23
Le déficit des services demeure élevé	24
Hausse des bénéfiques sur les investissements canadiens à l'étranger	24
Compte financier	24
Les investisseurs de portefeuille étrangers vendent des titres canadiens	24
Augmentation de la demande canadienne d'actions étrangères	25
Faibles investissements directs	25
Autres investissements	25
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	29
Les entreprises ont réussi à accroître légèrement leur production sans embaucher	29
Des gains de productivité plus élevés dans le secteur des services	30
L'évolution de la productivité dans les industries offre des contrastes	30
Les coûts unitaires se sont accrus à un rythme modéré	30
Une meilleure performance de productivité aux États-Unis découlant d'une croissance exceptionnelle de la production ..	30
De moindres gains annuels de productivité sans croissance de la production au Canada	31
Avec la poursuite de l'appréciation du dollar, les coûts unitaires au Canada continuent de croître	31
Bilan des investissements internationaux	35
Augmentation des investissements directs canadiens à l'étranger	35
Hausse des investissements en actions étrangères	35
Léger gain des investissements directs étrangers au Canada	35
Net recul des avoirs étrangers en obligations du gouvernement fédéral	36
Comptes du bilan national	38
La progression de la valeur nette nationale reflète la baisse de la dette extérieure nette et la hausse des dépenses	38
La valeur nette des ménages augmente, en dépit d'une hausse du fardeau de la dette	38
La progression des capitaux propres des sociétés traduit la vigueur des bénéfiques non répartis au troisième trimestre ..	39
La situation financière des administrations publiques s'améliore	39

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 5) le bilan des investissements internationaux et 6) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Aperçu

Troisième trimestre de 2003

Le produit intérieur brut (PIB) réel a légèrement progressé de 0,3 % au troisième trimestre, après un léger fléchissement au deuxième trimestre. Les dépenses de consommation et l'investissement en capital fixe des entreprises ont été les principales sources de vigueur, raffermissant la demande intérieure finale, qui a enregistré un gain robuste de 1,4 %. À l'opposé, les exportations et les stocks non agricoles des entreprises ont été les principales sources de faiblesse. Sur une base annualisée, le PIB réel a augmenté de 1,1 % au Canada au cours du trimestre, comparativement à 8,2 % aux États-Unis.

Produit intérieur brut réel, \$ enchaînés (1997)¹

	Variation annualisée	Variation annualisée	Variation d'une année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2002	1,4	5,8	2,5
Deuxième trimestre de 2002	0,9	3,8	3,2
Troisième trimestre de 2002	0,7	2,7	4,0
Quatrième trimestre de 2002	0,4	1,6	3,5
Premier trimestre de 2003	0,5	2,0	2,5
Deuxième trimestre de 2003	-0,2	-0,7	1,4
Troisième trimestre de 2003	0,3	1,1	1,0

¹La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le troisième trimestre a pris fin avec une croissance considérablement plus marquée de 1,1 % en septembre, l'économie ayant repris par suite de la panne de courant en Ontario, qui a fait chuter le PIB en août et qui a temporairement annulé les gains solides réalisés en juillet. La majeure partie de la croissance enregistrée en septembre était attribuable au bond de 2,5 % de la production du secteur de la fabrication, ainsi qu'au retour à la normale des activités des administrations publiques, par suite de la panne de courant généralisée du mois d'août.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2003.

PIB par industrie:

Depuis la diffusion de la Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens de septembre, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 1997.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 1998.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	592 284 <i>0,9</i>	600 048 <i>1,3</i>	610 040 <i>1,7</i>	614 984 <i>0,8</i>	616 216 <i>0,2</i>	620 392 <i>0,7</i>	569 920 <i>4,6</i>	597 316 <i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	132 648 <i>10,5</i>	138 656 <i>4,5</i>	140 708 <i>1,5</i>	152 996 <i>8,7</i>	137 460 <i>-10,2</i>	144 228 <i>4,9</i>	127 530 <i>-6,0</i>	133 004 <i>4,3</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 976 <i>2,1</i>	49 756 <i>-0,4</i>	49 028 <i>-1,5</i>	50 528 <i>3,1</i>	51 128 <i>1,2</i>	51 576 <i>0,9</i>	53 010 <i>-2,3</i>	49 425 <i>-6,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles	74 812 <i>2,4</i>	75 160 <i>0,5</i>	75 668 <i>0,7</i>	77 008 <i>1,8</i>	77 552 <i>0,7</i>	78 656 <i>1,4</i>	70 297 <i>5,8</i>	74 675 <i>6,2</i>
Impôts moins subventions	137 412 <i>1,8</i>	138 980 <i>1,1</i>	141 384 <i>1,7</i>	140 488 <i>-0,6</i>	139 208 <i>-0,9</i>	145 912 <i>4,8</i>	129 177 <i>1,1</i>	138 197 <i>7,0</i>
Revenu personnel disponible	697 328 <i>1,2</i>	700 724 <i>0,5</i>	707 092 <i>0,9</i>	714 072 <i>1,0</i>	716 984 <i>0,4</i>	722 500 <i>0,8</i>	667 376 <i>4,4</i>	698 479 <i>4,7</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	4,6 ...	3,8 ...	3,2 ...	2,6 ...	2,2 ...	1,3 ...	4,5 ...	4,2 ...
désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchâinés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	600 164 <i>1,1</i>	602 163 <i>0,3</i>	608 753 <i>1,1</i>	614 611 <i>1,0</i>	620 377 <i>0,9</i>	628 090 <i>1,2</i>	581 590 <i>2,6</i>	601 198 <i>3,4</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	197 403 <i>0,9</i>	199 451 <i>1,0</i>	200 614 <i>0,6</i>	201 834 <i>0,6</i>	205 221 <i>1,7</i>	205 882 <i>0,3</i>	192 426 <i>3,7</i>	198 269 <i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe	213 417 <i>0,3</i>	215 087 <i>0,8</i>	215 153 <i>0,0</i>	217 770 <i>1,2</i>	219 483 <i>0,8</i>	226 006 <i>3,0</i>	211 356 <i>4,3</i>	214 083 <i>1,3</i>
Investissements en stocks	9 932 ...	7 920 ...	11 566 ...	18 828 ...	14 652 ...	859 ...	-2 044 ...	5 824 ...
Exportations de biens et services	441 610 <i>0,1</i>	450 707 <i>2,1</i>	440 573 <i>-2,2</i>	434 422 <i>-1,4</i>	430 382 <i>-0,9</i>	429 362 <i>-0,2</i>	443 853 <i>-3,1</i>	443 486 <i>-0,1</i>
Importations de biens et services	389 046 <i>4,5</i>	394 603 <i>1,4</i>	393 171 <i>-0,4</i>	396 824 <i>0,9</i>	403 384 <i>1,7</i>	401 265 <i>-0,5</i>	384 782 <i>-5,0</i>	387 274 <i>0,6</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 072 315 <i>0,9</i>	1 079 490 <i>0,7</i>	1 083 875 <i>0,4</i>	1 089 360 <i>0,5</i>	1 087 327 <i>-0,2</i>	1 090 382 <i>0,3</i>	1 040 388 <i>1,9</i>	1 074 516 <i>3,3</i>
PIB par industrie								
Industries productrices de biens	312 889 <i>1,4</i>	315 946 <i>1,0</i>	316 054 <i>0,0</i>	317 847 <i>0,6</i>	314 867 <i>-0,9</i>	315 789 <i>0,3</i>	307 566 <i>-1,2</i>	313 380 <i>1,9</i>
Industries productrices de services	679 857 <i>1,0</i>	684 409 <i>0,7</i>	689 375 <i>0,7</i>	693 900 <i>0,7</i>	696 328 <i>0,3</i>	699 358 <i>0,4</i>	654 301 <i>3,5</i>	681 647 <i>4,2</i>
Production industrielle	239 267 <i>1,7</i>	241 525 <i>0,9</i>	241 015 <i>-0,2</i>	241 469 <i>0,2</i>	237 807 <i>-1,5</i>	238 334 <i>0,2</i>	233 768 <i>-2,3</i>	239 278 <i>2,4</i>
Fabrication de biens non durables	72 436 <i>1,7</i>	73 172 <i>1,0</i>	73 303 <i>0,2</i>	73 058 <i>-0,3</i>	72 403 <i>-0,9</i>	71 964 <i>-0,6</i>	70 345 <i>0,3</i>	72 531 <i>3,1</i>
Fabrication de biens durables	104 241 <i>2,5</i>	105 881 <i>1,6</i>	104 914 <i>-0,9</i>	104 866 <i>-0,0</i>	102 567 <i>-2,2</i>	102 127 <i>-0,4</i>	101 407 <i>-6,1</i>	104 182 <i>2,7</i>
Secteur des technologies de l'information et des communications (TIC)	55 363 <i>1,5</i>	55 561 <i>0,4</i>	55 991 <i>0,8</i>	56 610 <i>1,1</i>	56 765 <i>0,3</i>	56 579 <i>-0,3</i>	54 377 <i>-1,1</i>	55 361 <i>1,8</i>
Fabrication	176 773 <i>2,2</i>	179 152 <i>1,3</i>	178 309 <i>-0,5</i>	178 019 <i>-0,2</i>	175 059 <i>-1,7</i>	174 179 <i>-0,5</i>	171 845 <i>-3,6</i>	176 808 <i>2,9</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 267 <i>2,0</i>	21 624 <i>1,7</i>	21 900 <i>1,3</i>	22 836 <i>4,3</i>	23 192 <i>1,6</i>	22 863 <i>-1,4</i>	22 190 <i>-4,7</i>	21 412 <i>-3,5</i>
Construction	52 168 <i>-0,4</i>	52 622 <i>0,9</i>	53 053 <i>0,8</i>	53 612 <i>1,1</i>	54 146 <i>1,0</i>	54 875 <i>1,3</i>	51 669 <i>6,4</i>	52 555 <i>1,7</i>
Commerce de gros	59 691 <i>3,1</i>	60 018 <i>0,5</i>	60 937 <i>1,5</i>	62 753 <i>3,0</i>	62 701 <i>-0,1</i>	62 482 <i>-0,3</i>	55 185 <i>2,8</i>	59 635 <i>8,1</i>
Commerce de détail	54 707 <i>-0,1</i>	54 852 <i>0,3</i>	55 290 <i>0,8</i>	55 958 <i>1,2</i>	56 169 <i>0,4</i>	56 684 <i>0,9</i>	52 029 <i>3,7</i>	54 905 <i>5,5</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Taux actuel.

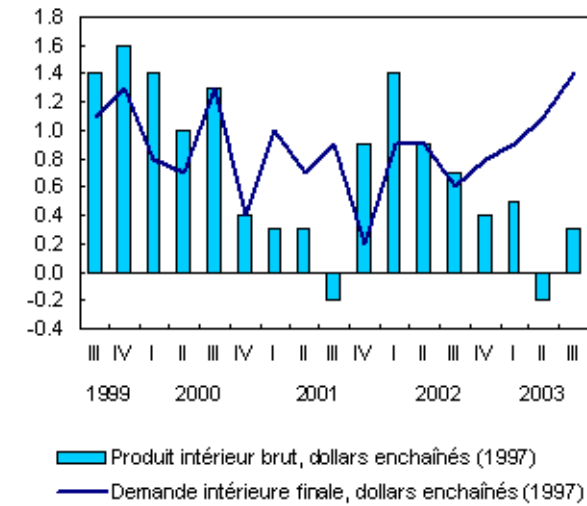
PIB en termes de revenus et de dépenses

Troisième trimestre de 2003

L'économie a légèrement progressé de 0,3 % au troisième trimestre, après avoir connu une baisse de 0,2 % au deuxième trimestre. Ce sont les dépenses de consommation qui ont contribué le plus à la croissance, mais elles ont été contrebalancées en partie par la réduction des stocks non agricoles. La demande intérieure finale a augmenté de 1,4 %, les dépenses des consommateurs et les investissements des entreprises ayant contribué à soutenir l'économie.

Le PIB croît légèrement

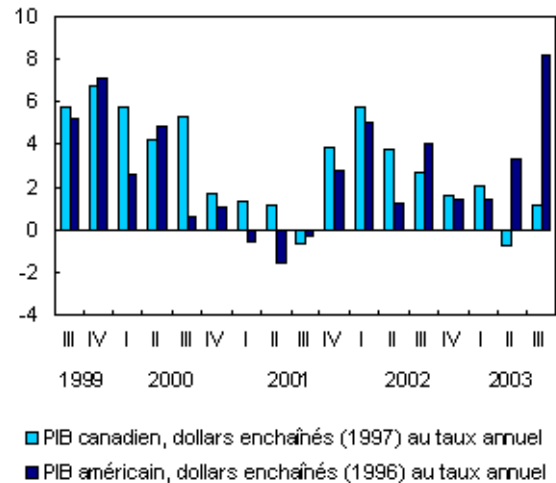
Variation trimestrielle en %



Sur une base annualisée, la croissance a été de 1,1 % au cours du trimestre. Aux États-Unis, l'économie a augmenté à un taux annualisé de 8,2 %, ce qui est supérieur au taux de 3,3 % enregistré au deuxième trimestre.

Le PIB des États-Unis a augmenté plus rapidement

Variation trimestrielle en %



Les dépenses de consommation s'intensifient

Les dépenses personnelles ont progressé de 1,2 %, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne des trois derniers trimestres. Les dépenses de consommation ont augmenté chaque trimestre depuis plus de sept ans. La croissance plus marquée du revenu du travail et les taux d'intérêt plus faibles ont été les facteurs principaux de la vigueur soutenue des dépenses de consommation.

Ce sont les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion qui ont contribué le plus à la croissance des dépenses personnelles, ayant été à la base d'environ le tiers de la hausse. Les achats de camions, y compris les mini-fourgonnettes et les véhicules utilitaires à caractère sportif, ont été particulièrement élevés, avec un bond de plus de 15 %. Les fabricants ont continué d'offrir des incitatifs généreux aux acheteurs potentiels. Les achats

Note aux lecteurs

Tel que mentionné lors du communiqué du deuxième trimestre 2003 (publié le 29 août 2003), la panne d'électricité en Ontario avait écourté le temps consacré à la production des données pour le deuxième trimestre et les révisions au premier trimestre. Cette note expliquait que la valeur des exportations avait été ajustée à la hausse due aux larges variations du taux de change. Ces corrections étaient de 4,0 milliards de dollars et 10,8 milliards de dollars (désaisonnalisés au taux annuel) pour les premier et deuxième trimestres de 2003 respectivement.

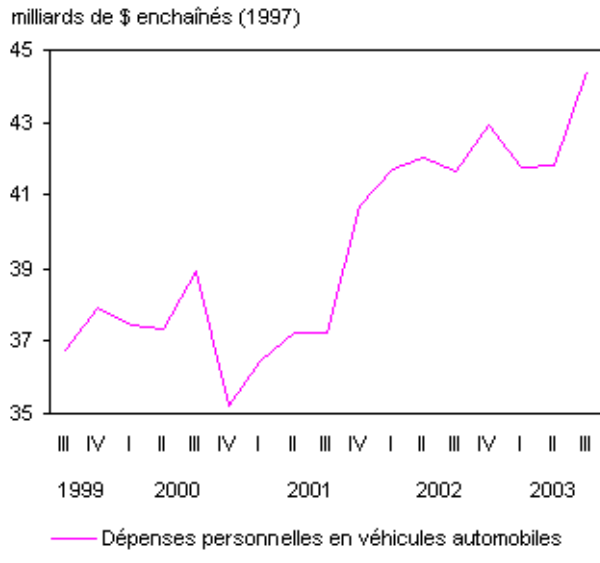
Suite à une analyse plus approfondie, on a constaté que ces corrections à la valeur des exportations avaient été surévaluées. Ainsi, pour ce communiqué, les corrections ont été révisées à la baisse, soit à 3,2 milliards de dollars et 4,4 milliards de dollars pour les premier et deuxième trimestres de 2003 respectivement. Une correction plus petite, mais négative cette fois, a été évaluée à 0,8 milliard de dollars pour le troisième trimestre.

De l'information plus récente a aussi été incorporée aux données du commerce, particulièrement aux prix des exportations, comparativement à ce qui avait été précédemment publié le 13 novembre par Statistique Canada dans le communiqué "Commerce international de marchandises du Canada".

Un ajustement relatif aux heures travaillées a été apporté aux dépenses en termes réels des administrations au troisième trimestre pour représenter les heures perdues lors de la panne de courant survenue en Ontario. Cet ajustement a été estimé à 580 millions de dollars enchaînés (1997) à taux annuel.

de meubles, d'électroménagers et de produits électroniques ont continué d'être stimulés par la vigueur du secteur de l'habitation. Dans l'ensemble, les dépenses en biens durables ont connu une hausse de 4,0 %, soit presque la moitié de la croissance des dépenses de consommation.

Progressions des achats de véhicules par les consommateurs

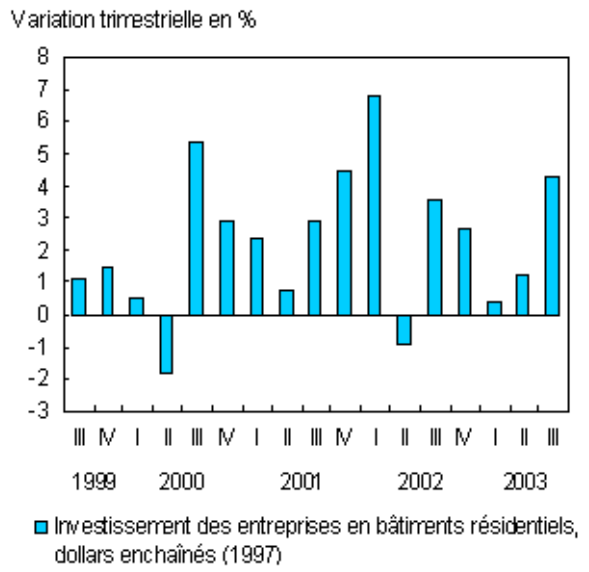


Les dépenses au chapitre des services ont été responsables pour une large part du reste de la croissance des dépenses de consommation. Les services de restauration et d'hébergement ont connu une hausse de 1,6 %, après deux trimestres de baisses en raison du SRAS et d'autres facteurs. Les services d'hébergement ont progressé de 4,4 %, mais leur niveau demeure inférieur à celui atteint au début de 2003. Les dépenses des Canadiens au titre des voyages à l'étranger ont fait un bond au troisième trimestre, récupérant plus que le terrain qu'elles avaient perdu au cours des trois trimestres précédents. Les services financiers et juridiques ont progressé de 1,4 %.

Vigueur soutenue du secteur de l'habitation

L'investissement en bâtiments résidentiels a fait un bond de 4,3 % par rapport au deuxième trimestre. Cela constitue la hausse la plus marquée en six trimestres et s'inscrit dans le prolongement de l'effervescence du secteur immobilier qui s'est amorcée à la fin des années 90. La vigueur du marché du logement a été alimentée par plusieurs facteurs, dont les faibles taux d'intérêt, la croissance soutenue de l'emploi, le revenu disponible plus élevé et la pénurie sur le marché du logement locatif.

L'investissement dans l'habitation est en plein essor



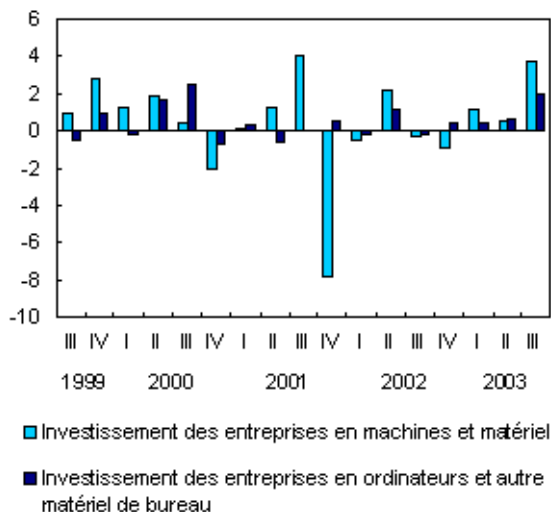
La hausse remarquable des coûts de transfert de propriété (+12 %), qui comprennent les commissions sur les ventes de maisons, a été la principale source de cette augmentation. Les commissions dans le secteur immobilier résidentiel ont atteint un niveau record pour le deuxième trimestre consécutif, dans la foulée de la vigueur soutenue du marché de la revente de maisons. La construction de logements neufs a augmenté de 3,6 %, après deux trimestres de baisses. Les mises en chantier ont dépassé le seuil des 230 000 unités (sur une base annualisée) pour la première fois depuis le boom immobilier de la fin des années 80. Les dépenses au chapitre des rénovations ont progressé de 1,7 %, un ralentissement par rapport au deuxième trimestre (+3,8 %).

Raffermissement de l'investissement des entreprises en usines et en matériel

L'investissement des entreprises en usines et en matériel a augmenté de 3,1 %. Il s'agit de la troisième hausse trimestrielle consécutive de l'investissement des entreprises, ainsi que de la contribution à la croissance la plus marquée au cours des 15 derniers trimestres. L'investissement des administrations publiques a baissé de 0,7 %.

Un autre bon trimestre pour l'investissement en machines et matériel

Variation trimestrielle, milliards de \$ enchaînés (1997)



L'investissement des entreprises en machines et en matériel a augmenté de 4,4 %, ce qui constitue une amélioration par rapport au deuxième trimestre (+0,6 %). L'investissement des entreprises a été alimenté par la vigueur du marché des ordinateurs et autre matériel de bureau (+9,8 %) ainsi que des camions (+15 %). L'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels a été soutenu par les hausses au titre des bâtiments (+1,6 %) et des ouvrages de génie (+0,9 %), en raison de l'intensification des activités de forage pétrolier et gazier.

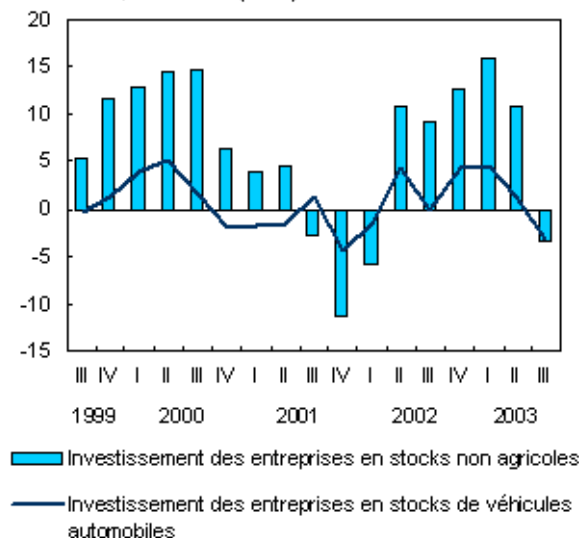
Les stocks non agricoles connaissent une baisse marquée

Les entreprises ont réduit leurs stocks non agricoles de plus de 3 milliards de dollars au troisième trimestre, après cinq trimestres d'accumulation. Cette baisse des stocks a entraîné une diminution du ratio des stocks aux ventes pour l'ensemble de l'économie a diminué pour la première fois depuis le troisième trimestre de 2002.

Les fabricants et les détaillants se sont départis de stocks de biens durables, en partie du fait de la liquidation des véhicules automobiles pour répondre à la demande intérieure. Les stocks de bois d'œuvre ont diminué, pour combler la demande sur les marchés de la construction au Canada et aux États-Unis. L'accumulation de stocks de biens non durables par les grossistes a contrebalancé en partie ces diminutions.

Le niveau des stocks de véhicules automobiles diminue

Milliards de \$ enchaînés (1997)



Les stocks agricoles ont augmenté de plus de 4 milliards de dollars au cours du trimestre, des hausses ayant été enregistrées à la fois dans le secteur des céréales et dans celui du bétail. Le retour à une année de production plus normale dans le cas de la plupart des récoltes en 2003 a permis aux agriculteurs de reconstituer leurs stocks de céréales, après deux années de baisses. Compte tenu du fait qu'environ la moitié du bétail canadien vendu est habituellement exporté, qu'il s'agisse d'animaux vivants ou de viande, et que 90 % de ces exportations sont destinées aux États-Unis, la fermeture de la frontière américaine a entraîné des hausses du cheptel canadien, tant au deuxième qu'au troisième trimestre. À la mi-septembre, la vente de viande désossée de bœufs canadiens âgés de moins de 30 mois a été autorisée aux États-Unis, par voie de permis spécial. Cependant, la frontière demeure fermée aux bovins et aux veaux vivants.

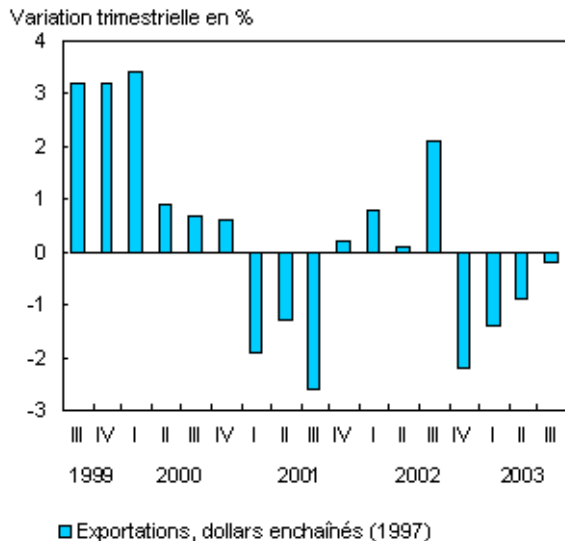
Les revenus agricoles chutent

Malgré une reprise dans le secteur céréalier, après deux années de conditions climatiques défavorables dans les Prairies, les revenus agricoles ont connu une baisse marquée au troisième trimestre, en raison du recul important des revenus tirés du bétail. Le 20 mai, après la découverte d'un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), les États-Unis et plusieurs autres pays ont fermé leurs frontières au bétail canadien. Malgré une réouverture partielle du marché américain à la mi-septembre, la baisse de la demande de bœuf canadien a entraîné une réduction considérable des mises en marché et des prix.

Autre recul des exportations

Les exportations ont diminué de 0,2 %, ce qui peut s'expliquer en partie par la vigueur du dollar canadien. Cette quatrième baisse trimestrielle consécutive marque l'enchaînement le plus long de baisses des exportations en plus de 40 ans.

Les exportations ont diminué



Les exportations de machines et de matériel (-2,7 %) ont contribué le plus à ce recul. Les diminutions des exportations de machines et de matériel ont été généralisées, le secteur des avions ayant été l'un des plus gravement touchés. Les exportations de produits de l'automobile ont baissé de 2,3 %. Les exportations de blé ont augmenté, en raison d'une amélioration des récoltes cette année, ce qui a contrebalancé en partie les diminutions. Les exportations de pétrole brut ont repris légèrement, après les reculs observés au trimestre précédent. Les exportations de services de voyage ont connu une hausse marquée (+6,0 %), les répercussions de la crainte du SRAS sur les touristes venant au Canada s'étant atténuées.

Les importations ont diminué de 0,5 %, après une hausse de 1,7 % au deuxième trimestre lorsque le dollar canadien s'était raffermi de façon significative.

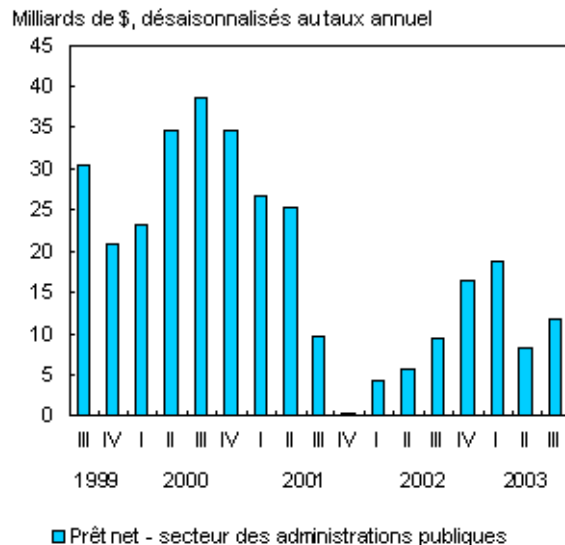
Les importations de produits de l'automobile ont diminué de 7,1 %, la demande importante des consommateurs ayant été comblée par une réduction des stocks. Les importations de produits industriels et de matériaux ont diminué de 1,6 %. Celles de machines et de matériel ont augmenté de 2,0 %.

La panne de courant généralisée freine les dépenses des administrations publiques

Les dépenses nettes des administrations publiques au titre des biens et des services ont connu une hausse légère de 0,3 %, ce qui est inférieur au taux enregistré au

trimestre précédent. La panne de courant du mois d'août en Ontario a entraîné une réduction des dépenses de 0,3 point de pourcentage, en raison du ralentissement des activités des administrations publiques au cours de cette période.

Les administrations continuent d'enregistrer un excédent



L'excédent pour l'ensemble des administrations publiques (sur la base de la comptabilité nationale, annualisé et aux prix courants) a augmenté pour se chiffrer à près de 12 milliards de dollars. Une part importante de la hausse a été le résultat des montants plus élevés perçus au titre des impôts des particuliers et des entreprises et au titre des taxes de vente, ainsi que de la diminution des transferts aux entreprises.

Raffermissement du revenu du travail

Le revenu du travail a augmenté de 0,7 % au troisième trimestre, après une augmentation de 0,2 % au trimestre précédent. Cette hausse est toutefois inférieure à toutes les augmentations trimestrielles enregistrées en 2002. Les salaires et traitements ont progressé de 0,8 % dans le secteur producteur de services, et de 0,2 % dans le secteur producteur de biens. On a enregistré une augmentation de 17 000 emplois au cours du trimestre, semblable à celle notée au deuxième trimestre. Au niveau provincial, c'est l'Ontario qui a profité de la part la plus importante de cette hausse. Le revenu disponible a augmenté de 0,8 % au cours du trimestre, soit environ la moitié du taux d'augmentation des dépenses personnelles. Par conséquent, le taux d'épargne est passé à 1,3 %, le taux le plus bas en plus de 40 ans.

Reprise des bénéficiaires

Les bénéficiaires (+4,9 %) ont connu une reprise par rapport à la baisse enregistrée au deuxième trimestre, mais ils sont demeurés inférieurs aux sommets atteints au premier trimestre. Les bénéficiaires des détaillants ont été plus

marqués, en raison de l'accroissement des dépenses personnelles, plus particulièrement au titre des biens durables. Les bénéfices du secteur minier ont bondi suite aux augmentations dans la production et des prix. Les fabricants, et plus particulièrement ceux du secteur de l'automobile, ont enregistré des bénéfices plus élevés, mais la panne de courant et la hausse de la devise canadienne ont limité leurs gains. Les bénéfices du secteur de la construction se sont améliorés par rapport aux résultats plus mitigés du deuxième trimestre.

Les prix rebondissent

Les prix, tels que mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont augmenté de 0,8 % au troisième trimestre, après avoir connu une baisse de 0,5 % au deuxième. Les prix de l'énergie et du bois d'œuvre ont augmenté au cours du trimestre. La vigueur du dollar canadien a été à la source d'une diminution de 1,4 % des prix des importations, après une baisse de 5,8 % au deuxième trimestre, lorsque la hausse de la devise canadienne a été plus marquée.

Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Rémunération des salariés	592 284 <i>0,9</i>	600 048 <i>1,3</i>	610 040 <i>1,7</i>	614 984 <i>0,8</i>	616 216 <i>0,2</i>	620 392 <i>0,7</i>	569 920 <i>4,6</i>	597 316 <i>4,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	132 648 <i>10,5</i>	138 656 <i>4,5</i>	140 708 <i>1,5</i>	152 996 <i>8,7</i>	137 460 <i>-10,2</i>	144 228 <i>4,9</i>	127 530 <i>-6,0</i>	133 004 <i>4,3</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	10 080 <i>1,9</i>	10 520 <i>4,4</i>	11 208 <i>6,5</i>	12 612 <i>12,5</i>	9 624 <i>-23,7</i>	9 856 <i>2,4</i>	9 641 <i>-18,6</i>	10 426 <i>8,1</i>
Intérêts et revenus divers de placements	49 976 <i>2,1</i>	49 756 <i>-0,4</i>	49 028 <i>-1,5</i>	50 528 <i>3,1</i>	51 128 <i>1,2</i>	51 576 <i>0,9</i>	53 010 <i>-2,3</i>	49 425 <i>-6,8</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	1 584 <i>-26,5</i>	1 628 <i>2,8</i>	1 492 <i>-8,4</i>	2 128 <i>42,6</i>	1 384 <i>-35,0</i>	504 <i>-63,6</i>	2 715 <i>74,8</i>	1 715 <i>-36,8</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	73 228 <i>3,3</i>	73 532 <i>0,4</i>	74 176 <i>0,9</i>	74 880 <i>0,9</i>	76 168 <i>1,7</i>	78 152 <i>2,6</i>	67 582 <i>4,2</i>	72 960 <i>8,0</i>
Ajustement de la valeur des stocks	-712 ...	-5 312 ...	-3 128 ...	1 932 ...	10 196 ...	2 204 ...	-21 ...	-3 561 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	53 608 <i>0,6</i>	53 732 <i>0,2</i>	54 380 <i>1,2</i>	54 524 <i>0,3</i>	54 912 <i>0,7</i>	55 816 <i>1,6</i>	52 846 <i>1,9</i>	53 755 <i>1,7</i>
Produit intérieur net au prix de base	912 696 <i>2,9</i>	922 560 <i>1,1</i>	937 904 <i>1,7</i>	964 584 <i>2,8</i>	957 088 <i>-0,8</i>	962 728 <i>0,6</i>	883 223 <i>2,4</i>	915 040 <i>3,6</i>
Impôts moins subventions, sur produits	83 804 <i>2,6</i>	85 248 <i>1,7</i>	87 004 <i>2,1</i>	85 964 <i>-1,2</i>	84 296 <i>-1,9</i>	90 096 <i>6,9</i>	76 331 <i>0,5</i>	84 442 <i>10,6</i>
Provisions pour consommation de capital	153 900 <i>1,6</i>	156 332 <i>1,6</i>	158 244 <i>1,2</i>	159 936 <i>1,1</i>	162 276 <i>1,5</i>	164 752 <i>1,5</i>	146 798 <i>6,3</i>	155 004 <i>5,6</i>
Divergence statistique	524 ...	500 ...	-1 128 ...	508 ...	-956 ...	-1 320 ...	1 107 ...	463 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 150 924 <i>2,6</i>	1 164 640 <i>1,2</i>	1 182 024 <i>1,5</i>	1 210 992 <i>2,5</i>	1 202 704 <i>-0,7</i>	1 216 256 <i>1,1</i>	1 107 459 <i>3,0</i>	1 154 949 <i>4,3</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	652 736	660 712	670 908	681 640	686 972	698 368	623 167	656 181
	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>1,7</i>	<i>4,5</i>	<i>5,3</i>
Biens durables	91 868	91 700	94 144	94 324	95 060	98 112	84 788	92 131
	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3,2</i>	<i>3,5</i>	<i>8,7</i>
Biens semi-durables	56 880	56 612	57 220	57 752	58 148	58 416	54 383	56 773
	<i>0,9</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>4,5</i>	<i>4,4</i>
Biens non durables	155 992	159 768	163 200	168 392	166 852	169 204	150 150	157 779
	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>2,1</i>	<i>3,2</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>4,9</i>	<i>5,1</i>
Services	347 996	352 632	356 344	361 172	366 912	372 636	333 846	349 498
	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>4,6</i>	<i>4,7</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	217 324	220 828	223 624	226 132	230 304	232 848	207 508	218 895
	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>4,9</i>	<i>5,5</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	30 188	30 904	30 932	31 724	31 852	31 884	26 991	30 430
	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>	<i>0,1</i>	<i>2,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>10,6</i>	<i>12,7</i>
Investissements des administrations publiques en stocks	-24	-84	-80	-12	48	28	13	-45
Formation brute de capital fixe des entreprises	195 620	197 060	198 812	200 180	198 964	206 680	192 854	196 764
	<i>0,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,9</i>	<i>5,4</i>	<i>2,0</i>
Bâtiments résidentiels	63 472	65 796	68 460	69 400	70 608	74 860	54 976	65 270
	<i>0,2</i>	<i>3,7</i>	<i>4,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>6,0</i>	<i>13,4</i>	<i>18,7</i>
Ouvrages non résidentiels	48 560	48 148	47 584	48 524	48 592	49 352	52 769	48 469
	<i>-2,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>0,1</i>	<i>1,6</i>	<i>4,5</i>	<i>-8,1</i>
Machines et matériel	83 588	83 116	82 768	82 256	79 764	82 468	85 109	83 025
	<i>1,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-3,0</i>	<i>3,4</i>	<i>1,4</i>	<i>-2,4</i>
Investissement des entreprises en stocks	7 592	5 188	8 348	16 784	9 808	-6 764	-5 235	2 873
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	8 884	7 164	10 448	15 120	8 244	-8 660	-4 130	4 544
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	-1 292	-1 976	-2 100	1 664	1 564	1 896	-1 105	-1 671
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	470 984	482 920	480 352	482 712	453 104	453 524	482 074	474 303
	<i>1,7</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>-6,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-1,7</i>	<i>-1,6</i>
Biens	411 380	422 592	418 320	423 232	396 576	395 252	421 519	414 303
	<i>1,6</i>	<i>2,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>-6,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,0</i>	<i>-1,7</i>
Services	59 604	60 328	62 032	59 480	56 528	58 272	60 555	60 000
	<i>2,7</i>	<i>1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>-4,1</i>	<i>-5,0</i>	<i>3,1</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,9</i>
Moins: Importations de biens et services	422 976	432 388	432 000	427 660	409 304	401 628	418 806	423 989
	<i>3,5</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,0</i>	<i>-4,3</i>	<i>-1,9</i>	<i>-2,2</i>	<i>1,2</i>
Biens	354 200	364 560	363 836	358 544	341 728	333 388	350 633	356 458
	<i>3,2</i>	<i>2,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>-4,7</i>	<i>-2,4</i>	<i>-3,2</i>	<i>1,7</i>
Services	68 776	67 828	68 164	69 116	67 576	68 240	68 173	67 531
	<i>5,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>-2,2</i>	<i>1,0</i>	<i>3,2</i>	<i>-0,9</i>
Divergence statistique	-520	-500	1 128	-508	956	1 316	-1 107	-463
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 150 924	1 164 640	1 182 024	1 210 992	1 202 704	1 216 256	1 107 459	1 154 949
	<i>2,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>3,0</i>	<i>4,3</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 095 868</i>	<i>1 109 504</i>	<i>1 124 276</i>	<i>1 139 676</i>	<i>1 148 092</i>	<i>1 169 780</i>	<i>1 050 520</i>	<i>1 102 270</i>
	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>1,9</i>	<i>4,9</i>	<i>4,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	600 164	602 163	608 753	614 611	620 377	628 090	581 590	601 198
	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>2,6</i>	<i>3,4</i>
Biens durables	92 975	92 627	95 208	95 214	96 246	100 098	85 958	93 294
	<i>0,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,8</i>	<i>0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>4,0</i>	<i>4,2</i>	<i>8,5</i>
Biens semi-durables	54 365	54 006	54 809	55 562	55 954	56 436	52 310	54 341
	<i>0,3</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>3,8</i>	<i>3,9</i>
Biens non durables	136 219	136 451	138 052	139 703	139 627	139 936	133 791	136 534
	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,1</i>
Services	317 449	319 846	321 628	324 976	329 518	333 009	309 887	317 885
	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>2,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	197 403	199 451	200 614	201 834	205 221	205 882	192 426	198 269
	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,7</i>	<i>0,3</i>	<i>3,7</i>	<i>3,0</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	29 374	29 775	29 763	30 487	30 963	30 773	26 329	29 443
	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>2,4</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>10,3</i>	<i>11,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-20	-76	-72	-12	44	24	13	-40
Formation brute de capital fixe des entreprises	184 154	185 428	185 506	187 410	188 655	195 347	185 075	184 751
	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>3,5</i>	<i>3,5</i>	<i>-0,2</i>
Bâtiments résidentiels	56 090	58 115	59 664	59 883	60 627	63 218	50 456	57 614
	<i>-0,9</i>	<i>3,6</i>	<i>2,7</i>	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>4,3</i>	<i>10,3</i>	<i>14,2</i>
Ouvrages non résidentiels	43 231	42 631	41 920	42 451	42 441	42 905	48 047	43 044
	<i>-2,6</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>2,2</i>	<i>-10,4</i>
Machines et matériel	84 606	84 340	83 453	84 655	85 145	88 892	86 494	83 720
	<i>2,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>4,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-3,2</i>
Investissement des entreprises en stocks	9 952	7 996	11 638	18 840	14 608	835	-2 057	5 864

Non agricoles	10 763	9 219	12 551	16 001	10 876	-3 415	-1 436	6 664

Agricultures	-906	-1 318	-1 013	2 503	3 369	4 216	-757	-925

Exportations de biens et services	441 610	450 707	440 573	434 422	430 382	429 362	443 853	443 486
	<i>0,1</i>	<i>2,1</i>	<i>-2,2</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,1</i>	<i>-0,1</i>
Biens	386 883	395 514	384 335	380 139	377 888	375 188	388 001	388 648
	<i>-0,3</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,8</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>-3,5</i>	<i>0,2</i>
Services	54 935	55 417	56 425	54 462	52 673	54 316	56 003	55 056
	<i>2,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>-3,5</i>	<i>-3,3</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,7</i>
Moins: Importations de biens et services	389 046	394 603	393 171	396 824	403 384	401 265	384 782	387 274
	<i>4,5</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-5,0</i>	<i>0,6</i>
Biens	332 667	339 564	338 001	339 084	343 817	339 770	327 588	332 311
	<i>4,3</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>-5,6</i>	<i>1,4</i>
Services	56 676	55 601	55 690	58 026	59 755	61 415	57 333	55 400
	<i>5,7</i>	<i>-1,9</i>	<i>0,2</i>	<i>4,2</i>	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>-2,2</i>	<i>-3,4</i>
Divergence statistique	-484	-463	1 034	-457	864	1 180	-1 038	-442

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 072 315	1 079 490	1 083 875	1 089 360	1 087 327	1 090 382	1 040 388	1 074 516
	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>1,9</i>	<i>3,3</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 010 923</i>	<i>1 016 634</i>	<i>1 024 500</i>	<i>1 034 166</i>	<i>1 045 074</i>	<i>1 059 763</i>	<i>985 225</i>	<i>1 013 490</i>
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>3,2</i>	<i>2,9</i>

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

2 Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre au taux annuel, dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	4,4	1,3	4,4	3,9	3,8	5,1	2,6	3,4
Biens durables	2,7	-1,5	11,6	0,0	4,4	17,0	4,2	8,5
Biens semi-durables	1,4	-2,6	6,1	5,6	2,9	3,5	3,8	3,9
Biens non durables	2,4	0,7	4,8	4,9	-0,2	0,9	1,2	2,1
Services	6,3	3,1	2,2	4,2	5,7	4,3	2,7	2,6
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,7	4,2	2,4	2,5	6,9	1,3	3,7	3,0
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	7,3	5,6	-0,2	10,1	6,4	-2,4	10,3	11,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-28	-56	4	60	56	-20	-10	-53
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,5	2,8	0,2	4,2	2,7	15,0	3,5	-0,2
Bâtiments résidentiels	-3,5	15,2	11,1	1,5	5,1	18,2	10,3	14,2
Ouvrages non résidentiels	-10,1	-5,4	-6,5	5,2	-0,1	4,4	2,2	-10,4
Machines et matériel	10,7	-1,3	-4,1	5,9	2,3	18,8	0,3	-3,2
Investissement des entreprises en stocks[2]	16 082	-1 956	3 642	7 202	-4 232	-13 773	-14 643	7 921
Non agricoles[2]	16 641	-1 544	3 332	3 450	-5 125	-14 291	-13 520	8 099
Agricoles[2]	-444	-412	305	3 516	866	847	-1 166	-168
Exportations de biens et services	0,5	8,5	-8,7	-5,5	-3,7	-0,9	-3,1	-0,1
Biens	-1,0	9,2	-10,8	-4,3	-2,3	-2,8	-3,5	0,2
Services	11,6	3,6	7,5	-13,2	-12,5	13,1	-0,4	-1,7
Moins: Importations de biens et services	19,3	5,8	-1,4	3,8	6,8	-2,1	-5,0	0,6
Biens	18,3	8,6	-1,8	1,3	5,7	-4,6	-5,6	1,4
Services	24,7	-7,4	0,6	17,9	12,5	11,6	-2,2	-3,4
Divergence statistique[2]	1 372	21	1 497	-1 491	1 321	316	-2 275	595
Produit intérieur brut aux prix du marché	3,8	2,7	1,6	2,0	-0,7	1,1	1,9	3,3
<i>Demande intérieure finale</i>	3,7	2,3	3,1	3,8	4,3	5,7	3,2	2,9

1 Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.
2 Variation en millions de dollars, au taux annuel.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,618	0,189	0,619	0,543	0,529	0,709	1,519	1,901
Biens durables	0,053	-0,030	0,218	0,000	0,085	0,314	0,322	0,650
Biens semi-durables	0,017	-0,033	0,072	0,066	0,034	0,041	0,184	0,190
Biens non durables	0,081	0,023	0,161	0,165	-0,008	0,031	0,178	0,282
Services	0,467	0,228	0,168	0,311	0,418	0,323	0,835	0,779
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,174	0,196	0,110	0,114	0,314	0,062	0,686	0,571
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,047	0,036	-0,001	0,063	0,041	-0,016	0,233	0,288
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,003	-0,005	0,000	0,006	0,005	-0,002	-0,001	-0,005
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,023	0,117	0,007	0,171	0,109	0,585	0,597	-0,036
Bâtiments résidentiels	-0,049	0,199	0,151	0,021	0,072	0,252	0,472	0,719
Ouvrages non résidentiels	-0,115	-0,059	-0,069	0,051	-0,001	0,044	0,108	-0,500
Machines et matériel	0,187	-0,023	-0,075	0,099	0,289	0,289	0,018	-0,254
Investissement des entreprises en stocks	1,515	-0,183	0,333	0,648	-0,377	-1,173	-1,461	0,688
Non agricoles	1,558	-0,145	0,302	0,306	-0,451	-1,231	-1,330	0,709
Agricoles	-0,043	-0,038	0,031	0,342	0,074	0,058	-0,131	-0,022
Exportations de biens et services	0,052	0,843	-0,935	-0,567	-0,362	-0,089	-1,450	0,043
Biens	-0,091	0,797	-1,029	-0,387	-0,201	-0,235	-1,428	0,136
Services	0,143	0,045	0,094	-0,180	-0,160	0,146	-0,022	-0,093
Moins: Importations de biens et services	1,620	0,526	-0,134	0,333	0,568	-0,177	-2,021	0,228
Biens	1,292	0,639	-0,144	0,097	0,402	-0,331	-1,890	0,438
Services	0,327	-0,113	0,009	0,236	0,166	0,154	-0,131	-0,209
Divergence statistique	0,129	0,002	0,139	-0,138	0,121	0,029	-0,223	0,059
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,935	0,669	0,406	0,506	-0,187	0,281	1,920	3,280
<i>Demande intérieure finale</i>	0,862	0,538	0,735	0,891	0,994	1,339	3,035	2,724

1 Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	108,8 <i>0,8</i>	109,7 <i>0,8</i>	110,2 <i>0,5</i>	110,9 <i>0,6</i>	110,7 <i>-0,2</i>	111,2 <i>0,5</i>	107,2 <i>1,8</i>	109,2 <i>1,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	110,1 <i>0,7</i>	110,7 <i>0,5</i>	111,5 <i>0,7</i>	112,0 <i>0,4</i>	112,2 <i>0,2</i>	113,1 <i>0,8</i>	107,8 <i>1,2</i>	110,4 <i>2,4</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	102,8 <i>-0,1</i>	103,8 <i>1,0</i>	103,9 <i>0,1</i>	104,1 <i>0,2</i>	102,9 <i>-1,2</i>	103,6 <i>0,7</i>	102,5 <i>0,3</i>	103,4 <i>0,8</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	106,2 <i>-0,1</i>	106,3 <i>0,1</i>	107,2 <i>0,8</i>	106,8 <i>-0,4</i>	105,5 <i>-1,2</i>	105,8 <i>0,3</i>	104,2 <i>1,9</i>	106,5 <i>2,2</i>
Exportations de biens et services	106,7 <i>1,6</i>	107,1 <i>0,4</i>	109,0 <i>1,8</i>	111,1 <i>1,9</i>	105,3 <i>-5,2</i>	105,6 <i>0,3</i>	108,6 <i>1,5</i>	107,0 <i>-1,5</i>
Moins: Importations de biens et services	108,7 <i>-1,0</i>	109,6 <i>0,8</i>	109,9 <i>0,3</i>	107,8 <i>-1,9</i>	101,5 <i>-5,8</i>	100,1 <i>-1,4</i>	108,9 <i>3,0</i>	109,5 <i>0,6</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	107,3 <i>1,6</i>	107,9 <i>0,6</i>	109,1 <i>1,1</i>	111,2 <i>1,9</i>	110,6 <i>-0,5</i>	111,5 <i>0,8</i>	106,5 <i>1,1</i>	107,5 <i>0,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>108,4</i> <i>0,6</i>	<i>109,1</i> <i>0,6</i>	<i>109,7</i> <i>0,5</i>	<i>110,2</i> <i>0,5</i>	<i>109,9</i> <i>-0,3</i>	<i>110,4</i> <i>0,5</i>	<i>106,6</i> <i>1,7</i>	<i>108,7</i> <i>2,0</i>

1 La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Tableau sommaire du marché financier

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	45 556	49 140	48 312	47 012	46 892	51 348	41 386	47 543
Crédit à la consommation	16 092	15 828	17 156	16 184	16 704	17 984	15 152	16 499
Emprunts bancaires	464	1 424	516	840	1 592	1 120	-81	836
Autres emprunts	3 228	3 428	2 516	2 096	860	2 256	5 575	3 161
Hypothèques	25 772	28 460	28 124	27 892	27 736	29 988	20 740	27 047
Sociétés privées non financières	50 804	39 636	21 232	30 648	33 084	31 688	59 214	40 084
Emprunts bancaires	5 760	7 400	3 864	956	-3 828	-236	-10 508	1 035
Autres emprunts	-892	1 636	1 608	-7 204	-224	-6 708	-2 607	-277
Autres effets à court terme	1 852	-6 972	-18 156	-9 112	-13 148	-1 076	-7 397	-4 580
Hypothèques	5 348	4 896	6 052	4 888	4 144	4 896	4 634	4 915
Obligations	2 660	1 084	2 140	15 244	20 368	6 520	42 844	8 043
Actions	36 076	31 592	25 724	25 876	25 772	28 292	32 248	30 948
Entreprises publiques non financières	-11 112	4 828	5 172	4 040	2 612	-2 028	-1 777	-1 274
Emprunts bancaires	-1 324	1 764	-284	2 720	472	-176	377	-99
Autres emprunts	252	1 768	2 268	3 144	1 976	1 160	-372	1 073
Autres effets à court terme	-1 980	112	1 236	1 452	2 220	-1 668	-129	318
Hypothèques	8	40	-4	-16	-8	0	37	6
Obligations	-8 068	1 144	1 956	-3 260	-2 068	-1 340	-1 690	-2 572
Actions	0	0	0	0	20	-4	0	0
Administration fédérale	7 712	-5 952	-5 564	1 736	2 508	4 308	-3 195	-1 246
Emprunts bancaires	116	120	108	216	108	116	106	106
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	27 764	4 696	5 076	11 104	10 036	13 576	14 256	7 756
Obligations d'épargne du Canada	-1 508	-1 644	-2 004	-2 376	-1 920	-1 584	-1 819	-1 510
Autres obligations	-18 660	-9 124	-8 744	-7 208	-5 716	-7 800	-15 738	-7 598
Autres paliers d'administration publique	15 588	1 356	6 124	6 960	12 932	11 436	10 275	9 739
Emprunts bancaires	540	524	-824	-276	592	-560	-732	205
Autres emprunts	628	216	576	376	840	720	328	454
Autres effets à court terme	4 796	-5 568	-5 148	-1 332	-5 844	-3 292	1 255	-2 300
Hypothèques	8	-72	24	28	12	-76	-399	-7
Obligations provinciales	7 428	7 644	10 376	8 524	14 884	13 468	9 950	10 906
Obligations municipales	2 148	-1 412	1 120	-392	2 420	1 144	-145	463
Autres obligations	40	24	0	32	28	32	18	18
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	108 548	89 008	75 276	90 396	98 028	96 752	105 903	94 846
Crédit à la consommation	16 092	15 828	17 156	16 184	16 704	17 984	15 152	16 499
Emprunts bancaires	5 556	11 232	3 380	4 456	-1 064	264	-10 838	2 083
Autres emprunts	3 216	7 048	6 968	-1 588	3 452	-2 572	2 924	4 411
Effets à court terme, Canada	27 764	4 696	5 076	11 104	10 036	13 576	14 256	7 756
Autres effets à court terme	4 668	-12 428	-22 068	-8 992	-16 772	-6 036	-6 271	-6 562
Hypothèques	31 136	33 324	34 196	32 792	31 884	34 808	25 012	31 961
Obligations	-15 960	-2 284	4 844	10 564	27 996	10 440	33 420	7 750
Actions	36 076	31 592	25 724	25 876	25 792	28 288	32 248	30 948

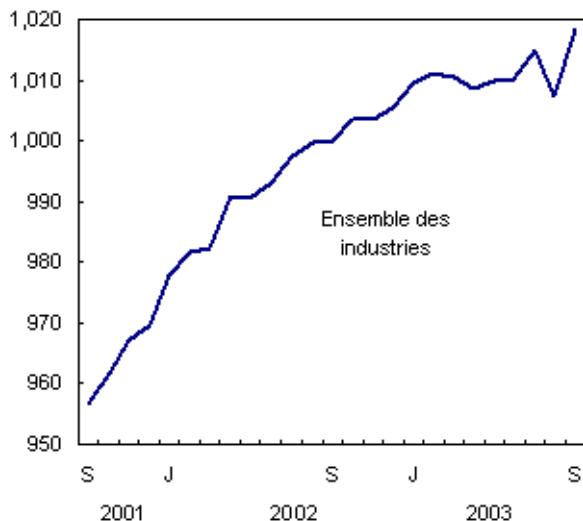
PIB par industrie

Septembre 2003 et troisième trimestre de 2003

En septembre, le produit intérieur brut (PIB) a affiché une forte croissance, en hausse de 1,1 %, l'activité économique s'étant redressée à la suite de la panne de courant survenue en Ontario le mois précédent. La dernière poussée aussi marquée du PIB remonte à juillet 1997.

L'économie se ressaisit rapidement après la panne du mois d'août

PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



La vigueur du secteur de la fabrication a été le principal facteur à l'origine de la progression du PIB en septembre. L'augmentation de la production manufacturière a aussi provoqué une intensification des activités des grossistes, des sociétés ferroviaires et des entreprises de camionnage. Le secteur des administrations publiques, secteur durement frappé par la panne de courant en Ontario, a retrouvé les niveaux d'activité antérieurs à la panne. La hausse de la production de diamants et de métaux a aiguillonné le secteur de l'extraction minière. L'augmentation du volume des transactions boursières a été bénéfique pour le secteur financier. L'intérêt soutenu porté au marché de l'habitation a stimulé le secteur de la construction résidentielle. La diminution des ventes de voitures neuves a fait reculer le commerce de détail. Enfin, les industries du secteur des voyages ont continué de se remettre des effets du SRAS, bien que la plupart d'entre

elles affichent encore des niveaux d'activité inférieurs à ceux observés avant l'apparition de la maladie.

La production industrielle a bondi de 1,9 % après avoir accusé un recul de 0,8 % en août. L'augmentation de la production manufacturière et minière a plus que compensé le fléchissement des services publics. La production d'électricité plus faible attribuable à des températures plus douces que la normale a réduit la production des services publics. Il ne s'agit que de la troisième hausse enregistrée depuis le début de l'année, et pourtant la production industrielle est de 0,8 % seulement en deçà du sommet atteint en janvier 2003. Au cours du troisième trimestre, l'indice de la production industrielle aux États-Unis a augmenté de 1,0 % comparativement à un gain de 0,2 % au Canada pour la même période.

La reprise du secteur de la fabrication explique dans une large mesure la vigueur de l'économie

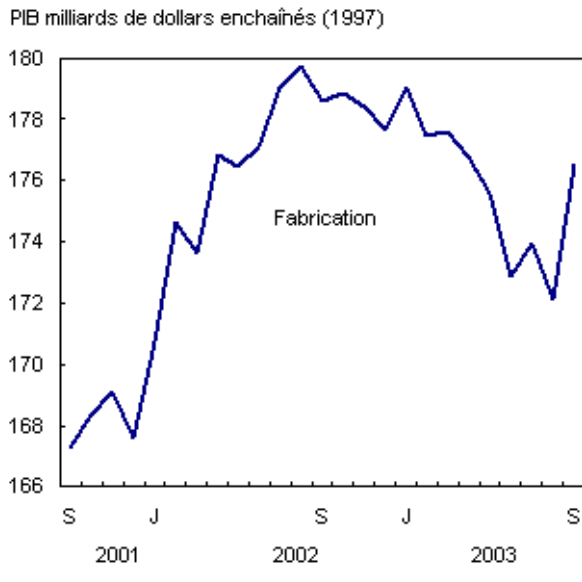
La production du secteur de la fabrication a progressé de 2,5 % en septembre, ce qui représente environ 40% de la croissance totale du PIB. La hausse de la production de produits chimiques, de produits en bois, de produits de la première transformation des métaux et de matériel de transport a plus qu'annulé la diminution de la production observée en août. Les fabricants de matériel et de pièces des TIC ont accru leur production pour un second mois consécutif, en hausse de 2,5 % en septembre.

Les grossistes ont profité de la croissance de la production manufacturière. Les distributeurs en gros d'automobiles ont déclaré un bond de leur niveau d'activité, lequel a coïncidé avec une augmentation de la production et des importations de véhicules automobiles. La hausse des niveaux de production manufacturière et la relance du commerce de gros ont eu des effets positifs sur le secteur des transports. Le transport ferroviaire a affiché une croissance de 2,1 %, et le secteur du camionnage, une progression de 1,5 %.

Note aux lecteurs : ajustements pour la panne de courant du mois d'août

Plus du quart du produit intérieur brut (PIB) mensuel par industrie est mesuré en utilisant les données de l'emploi provenant de l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail ainsi que de données administratives compilées par la division de institutions publiques. Les niveaux d'emploi n'ayant pas été affectés par la panne de courant en Ontario en août, leur utilisation à des fins de calcul du PIB n'aurait engendré aucune réduction de la production pour ces industries. Des ajustements ont donc été dérivés afin de refléter la baisse du nombre d'heures travaillées induite par la panne de courant. Les résultats de questions spécifiques incluses dans l'enquête sur la population active du mois de septembre ont été employés pour établir l'**impact net sur les heures travaillées** (heures perdues moins les heures en temps supplémentaire). Par la suite, le **nombre d'heures normalement travaillées** a été ajusté pour tenir compte des congés annuels ayant normalement cours pendant cette période (estimé à partir d'une moyenne des sept dernières années de la proportion des employés en congé payé pendant le mois d'août, données provenant de l'enquête sur la population active). Le ratio ainsi obtenu entre l'**impact net sur les heures travaillées** et le **nombre d'heures normalement travaillées** a été calibré pour refléter la part de l'emploi en Ontario relativement à celle de l'ensemble du Canada. Ces ajustements ont été calculés au niveau des codes à trois chiffres du SCIAN. Un tableau détaillé mettant en relief les industries affectées ainsi que la méthode de calcul est disponible sur demande. Pour obtenir plus d'information, veuillez vous référer à la fin du présent communiqué pour tout contact.

Les manufacturiers ont accéléré la production



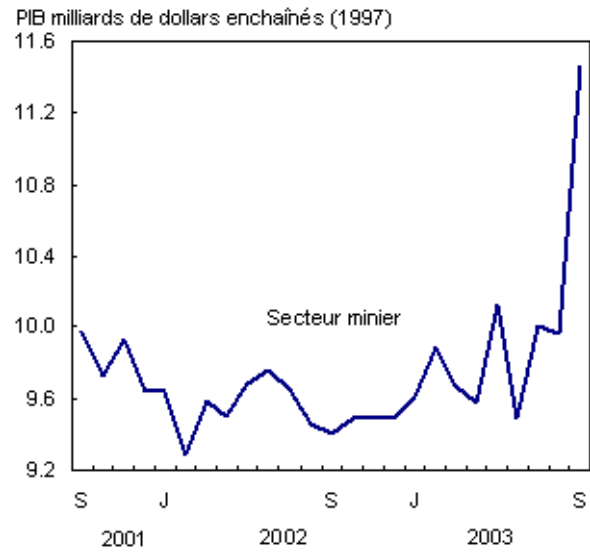
Le secteur public retourne à la normale

Le niveau d'activité des administrations publiques a bondi de 3,0 % après avoir chuté de 2,7 % en août. Ce secteur avait largement contribué à la contraction du PIB en août et a donc fortement participé à la remontée du PIB en septembre. Le secteur des administrations publiques a été durement touché par la panne de courant en Ontario et le retour à la normale s'est traduit par un retour aux niveaux d'activités observés avant la panne.

Le secteur minier brille

Le secteur de l'extraction minière - à l'exclusion du pétrole et du gaz naturel - a tiré parti d'un ensemble de phénomènes ponctuels qui a fait grimper la production de 15,1 %. Le règlement d'un conflit de travail de trois mois a permis d'accroître la production des mines métalliques et les opérations de raffinage. La découverte d'une poche de minerai riche, caractérisée par une plus forte concentration de diamants par tonne de minerai, a stimulé la production de diamants.

Le nickel et les diamants derrière la vigueur du secteur minier



Les consommateurs achètent plus de maisons mais moins de voitures

Le gonflement de la demande de maisons neuves s'est poursuivi en septembre, la construction résidentielle ayant progressé de 1,6 %. Il s'agit de la cinquième hausse relevée au cours des six derniers mois. La construction de maisons neuves a augmenté de 6,9 % par rapport au niveau enregistré un an plus tôt. Le niveau d'activité des agents et des courtiers immobiliers s'est légèrement accru, en hausse de 0,2 %, en raison de la persistance de la demande de maisons sur le marché de la revente. Les fabricants et les grossistes de meubles ont, eux aussi, continué de profiter de ce boom du marché de l'habitation.

On observe un certain essoufflement des ventes au détail. En septembre, le commerce de détail a accusé un recul de 0,8 %, soit une seconde baisse mensuelle d'affilée. Cette faiblesse s'explique dans une large mesure par la contraction des ventes de véhicules automobiles neufs. Le nombre de nouvelles voitures et de nouveaux camions vendus a diminué de 1,9 %. Les épicerie, les grands magasins, les stations-service et les magasins de meubles ont également déclaré une baisse des ventes au détail.

Le secteur des voyages continue de se redresser

Les industries du secteur des voyages ont continué de se remettre des effets dévastateurs de la crise du SRAS en avril, bien que la plupart d'entre elles n'aient pas encore regagné tout le terrain perdu. Le secteur du transport aérien, l'un des plus durement touchés, a enregistré une légère progression de 0,8 % en septembre et se trouve maintenant à un niveau de 5,7 % supérieur au creux atteint en mai. L'industrie des jeux de hasard reste en deçà de ses niveaux record d'activité enregistrés au printemps, malgré une poussée de 10,2 % en septembre. Pour leur part, les agences de voyages ont affiché une

croissance de 4,5 %. En revanche, le secteur de l'hébergement a fléchi de 1,4 % en septembre et son niveau d'activité reste de 6,6 % inférieur au niveau enregistré avant l'apparition du SRAS.

Aperçu trimestriel

La fin du troisième trimestre a été marquée par la forte croissance de septembre, l'économie s'étant remise de la panne de courant survenue en Ontario. Cette panne avait fait dégringoler le PIB en août, effaçant du coup les fortes hausses observées en juillet.

Le secteur de la fabrication a accusé une quatrième baisse trimestrielle consécutive, laquelle s'est traduite par la plus forte contraction cumulative relevée depuis l'effondrement du secteur de la technologie en 2001. La faiblesse généralisée du secteur s'est surtout fait sentir dans la fabrication de produits chimiques, de machines, de pâtes et papier, d'appareils et de composants électriques, de vêtements et de textiles. Malgré le marasme du secteur de la fabrication, l'indice de la production industrielle a augmenté de 0,2 %, principalement en raison du dynamisme de la production de diamants, cette industrie minière ayant affiché une croissance remarquable cette année.

L'interruption des services fédéraux, exception faite des services essentiels, pendant six jours de travail en raison de la panne de courant survenue en Ontario a fait chuter de 1,4 % les activités de l'administration fédérale au cours du trimestre. Les activités des administrations provinciales ont été moins perturbées.

Par ailleurs, les grossistes de produits automobiles, les entreprises de camionnage ainsi que les écoles primaires et secondaires ont contribué à freiner la croissance au troisième trimestre. La persistance du conflit du bois d'oeuvre résineux qui oppose le Canada et les États-Unis et un fort dollar canadien ont entravé encore davantage les opérations forestières.

Les taux d'intérêt peu élevés ont continué de stimuler un marché résidentiel déjà effervescent. La revente de maisons a permis aux agents et courtiers immobiliers d'enregistrer une progression supérieure à 10 %. Le secteur de la construction de maisons neuves a affiché ses meilleurs résultats depuis la seconde moitié de 2002.

L'animation du marché résidentiel a aiguillonné les ventes au détail de meubles et d'appareils ménagers. Les programmes énergiques d'incitation ont donné un élan aux ventes de voitures et de camions et ont contribué à la croissance de 0,9 % du commerce de détail. Le secteur financier, en hausse de 1,7 %, a pris appui sur l'augmentation des prêts, conjuguée à l'intensification marquée des activités boursières.

Le secteur des voyages et du tourisme s'est raffermi après une demi-année fort terne marquée par la guerre en Iraq et le SRAS. Les industries du transport aérien, de l'hébergement, de la restauration et des agences de voyages ont toutes enregistré une forte progression.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Avril 2003	Mai 2003	Juin 2003	Juillet 2003	Août 2003	Septembre 2003	Septembre 2002 à septembre 2003
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)							%
Ensemble des industries	1 008 801	1 010 028	1 010 200	1 014 926	1 007 431	1 018 418	
	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,1</i>	1,8
Industries productrices de biens	315 944	315 525	313 133	315 264	313 604	318 500	
	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,6</i>	0,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	23 303	23 202	23 071	22 941	22 841	22 806	
	<i>1,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,2</i>	6,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	35 517	35 972	36 369	36 607	36 617	37 281	
	<i>-1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>1,8</i>	5,2
Services publics	25 913	25 816	25 517	26 040	25 905	25 378	
	<i>-1,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>-2,0</i>	-5,3
Construction	54 001	54 262	54 176	54 591	54 888	55 145	
	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	4,5
Fabrication	176 771	175 536	172 869	173 938	172 111	176 489	
	<i>-0,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,5</i>	-1,2
Industries productrices de services	694 249	695 970	698 765	701 306	695 398	701 370	
	<i>-0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,9</i>	2,3
Commerce de gros	62 613	62 628	62 861	62 937	60 893	63 617	
	<i>-0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>-3,2</i>	<i>4,5</i>	6,0
Commerce de détail	55 783	56 239	56 485	56 887	56 806	56 359	
	<i>-0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,8</i>	3,3
Transport et entreposage	46 597	46 079	46 112	46 555	45 709	45 951	
	<i>-0,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,8</i>	<i>0,5</i>	-1,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	42 181	42 335	42 477	42 305	42 219	42 105	
	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,3</i>	1,3
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	202 481	203 486	204 802	206 008	205 828	206 699	
	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	2,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	44 493	44 622	44 700	44 800	44 435	44 759	
	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,7</i>	2,5
Services administratifs et gestion des déchets	22 092	22 059	22 206	22 365	22 206	22 428	
	<i>-0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,0</i>	3,4
Services d'enseignement	45 953	45 953	46 092	46 025	45 786	45 743	
	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,1</i>	0,1
Soins de santé et assistance sociale	60 432	60 611	60 864	61 011	60 980	61 117	
	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	3,8
Arts, spectacles et loisirs	9 250	9 290	9 387	9 387	9 057	9 324	
	<i>-0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>-3,5</i>	<i>2,9</i>	5,0
Hébergement et services de restauration	21 765	22 040	22 126	22 252	22 393	22 403	
	<i>-4,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,0</i>	-4,5
Autres services, sauf les administrations publiques	24 060	24 102	24 079	24 163	23 955	24 185	
	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,0</i>	1,3
Administrations publiques	57 516	57 486	57 545	57 575	56 001	57 660	
	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>-2,7</i>	<i>3,0</i>	1,7
Autres agrégations							
Production industrielle	238 884	238 336	236 200	238 009	236 221	240 772	
	<i>-0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,9</i>	-0,2
Fabrication de biens non durables	72 902	72 543	71 763	71 934	71 106	72 851	
	<i>-0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,5</i>	-0,4
Fabrication de biens durables	103 778	102 903	101 019	101 916	100 917	103 548	
	<i>-0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,8</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,0</i>	<i>2,6</i>	-1,8
Secteur des entreprises	853 438	854 558	854 309	859 010	853 389	862 610	
	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,7</i>	<i>1,1</i>	1,9
Secteur non commercial	155 494	155 611	156 029	156 062	154 194	155 961	
	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,1</i>	1,6
Secteur des TIC, total	56 618	56 887	56 789	56 682	56 372	56 683	
	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,6</i>	1,8

1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	312 889	315 946	316 054	317 847	314 867	315 789	307 566	313 380
	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,3</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,9</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	21 267	21 624	21 900	22 836	23 192	22 863	22 190	21 412
	<i>2,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>4,3</i>	<i>1,6</i>	<i>-1,4</i>	<i>-4,7</i>	<i>-3,5</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	35 288	35 305	35 475	35 989	35 953	36 835	35 050	35 329
	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>1,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,5</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>
Services publics	26 716	26 780	26 797	26 740	25 749	25 774	26 043	26 626
	<i>1,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-3,7</i>	<i>0,1</i>	<i>-2,3</i>	<i>2,2</i>
Construction	52 168	52 622	53 053	53 612	54 146	54 875	51 669	52 555
	<i>-0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>6,4</i>	<i>1,7</i>
Fabrication	176 773	179 152	178 309	178 019	175 059	174 179	171 845	176 808
	<i>2,2</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-3,6</i>	<i>2,9</i>
Industries productrices de services	679 857	684 409	689 375	693 900	696 328	699 358	654 301	681 647
	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>3,5</i>	<i>4,2</i>
Commerce de gros	59 691	60 018	60 937	62 753	62 701	62 482	55 185	59 635
	<i>3,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,5</i>	<i>3,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>8,1</i>
Commerce de détail	54 707	54 852	55 290	55 958	56 169	56 684	52 029	54 905
	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>3,7</i>	<i>5,5</i>
Transport et entreposage	46 588	46 702	46 830	46 776	46 263	46 072	45 615	46 401
	<i>2,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,7</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	41 147	41 510	41 740	42 112	42 331	42 210	38 783	41 274
	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,3</i>	<i>7,5</i>	<i>6,4</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	199 322	200 570	201 431	201 805	203 590	206 178	190 570	199 890
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>4,6</i>	<i>4,9</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	43 123	43 425	43 846	44 252	44 605	44 665	41 937	43 255
	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>4,5</i>	<i>3,1</i>
Services administratifs et gestion des déchets	21 207	21 583	21 903	22 047	22 119	22 333	20 396	21 424
	<i>1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>1,0</i>	<i>4,9</i>	<i>5,0</i>
Services d'enseignement	45 341	45 623	45 676	45 857	45 999	45 851	44 629	45 377
	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>
Soins de santé et assistance sociale	57 964	58 659	59 337	59 869	60 636	61 036	56 306	58 337
	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>2,2</i>	<i>3,6</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 142	8 887	8 947	9 090	9 309	9 256	8 519	8 924
	<i>4,8</i>	<i>-2,8</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>2,4</i>	<i>-0,6</i>	<i>3,4</i>	<i>4,8</i>
Hébergement et services de restauration	23 227	23 275	23 265	22 956	21 977	22 349	23 038	23 159
	<i>1,6</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,0</i>	<i>-1,3</i>	<i>-4,3</i>	<i>1,7</i>	<i>2,3</i>	<i>0,5</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	23 675	23 800	24 029	24 073	24 080	24 101	22 973	23 753
	<i>0,7</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>4,1</i>	<i>3,4</i>
Administrations publiques	55 629	56 390	57 039	57 362	57 516	57 079	54 833	56 180
	<i>-0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,8</i>	<i>3,1</i>	<i>2,5</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	239 267	241 525	241 015	241 469	237 807	238 334	233 768	239 278
	<i>1,7</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-2,3</i>	<i>2,4</i>
Fabrication de biens non durables	72 436	73 172	73 303	73 058	72 403	71 964	70 345	72 531
	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>3,1</i>
Fabrication de biens durables	104 241	105 881	104 914	104 866	102 567	102 127	101 407	104 182
	<i>2,5</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,0</i>	<i>-2,2</i>	<i>-0,4</i>	<i>-6,1</i>	<i>2,7</i>
Secteur des entreprises	840 084	846 459	850 201	855 808	854 102	858 336	812 239	841 623
	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,8</i>	<i>3,6</i>
Secteur non commercial	151 652	152 939	154 130	154 816	155 711	155 406	149 025	152 370
	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,2</i>	<i>2,2</i>
Secteur des TIC, total	55 363	55 561	55 991	56 610	56 765	56 579	54 377	55 361
	<i>1,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,8</i>

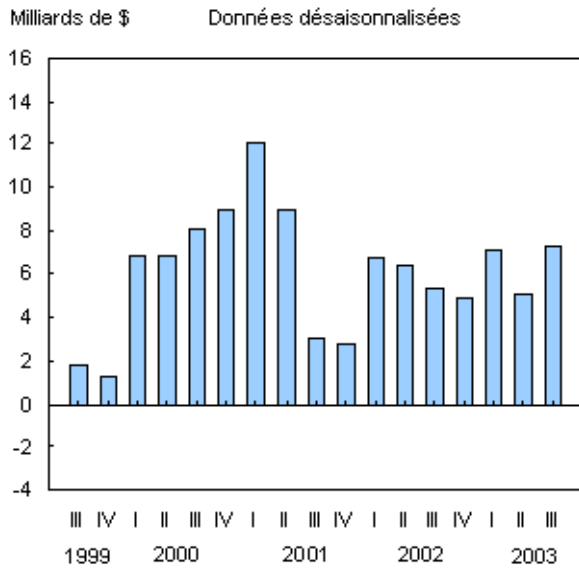
1 La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux trimestriel.

Balance des paiements internationaux

Troisième trimestre de 2003

Au troisième trimestre, l'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde a augmenté de 2,3 milliards de dollars pour atteindre 7,3 milliards de dollars après désaisonnalisation. Il s'agit du plus important excédent depuis le deuxième trimestre de 2001. La hausse de l'excédent au chapitre du commerce des biens a été le principal facteur, ainsi que la réduction des déficits pour le commerce de services et les revenus de placements.

Solde du compte courant



Au compte capital et financier, le Canada a vu son passif financier international diminuer pour un deuxième trimestre consécutif, les investisseurs étrangers ayant vendu un montant record d'obligations du gouvernement canadien aux résidents canadiens. Le plus important trimestre en deux ans et demi au chapitre des investissements étrangers dans les actions canadiennes a épongé une partie de l'activité du côté des obligations.

En toile de fond à ces activités, le dollar canadien a fluctué par rapport au dollar américain, après avoir affiché d'importants gains plus tôt en 2003. Toutefois, le dollar a perdu du terrain par rapport à d'autres monnaies importantes lors du trimestre, surtout le yen.

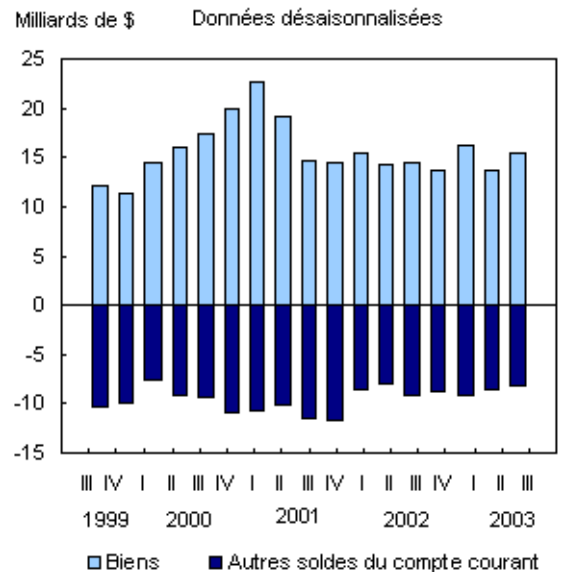
Compte courant

Hausse de l'excédent au chapitre des biens, les importations ayant diminué

L'excédent au chapitre des biens a atteint 15,5 milliards de dollars au troisième trimestre, soit 1,8 milliard de dollars de plus qu'au trimestre précédent, les importations de biens ayant chuté de 2,1 milliards de dollars, et les exportations ayant peu changé par rapport aux résultats révisés du deuxième trimestre.

La variation des prix a encore joué un rôle important dans le mouvement des valeurs des exportations. La hausse des prix de l'énergie et des produits forestiers est à l'origine de la majeure partie de l'augmentation de 1,5 milliard de dollars des valeurs de l'exportation pour ces deux produits. La baisse des exportations d'aéronefs, de moteurs et de pièces et d'autre matériel et d'outillage a contribué à effacer ces hausses.

Solde des biens et autres soldes du compte courant



Les importations ont diminué pour un quatrième trimestre consécutif. Une importante chute des importations de voitures particulières est à l'origine de plus de la moitié de la réduction de 2,1 milliards de dollars des importations de

Note aux lecteurs

Tel que mentionné lors du communiqué de la Balance des paiements du deuxième trimestre 2003, qui a paru dans Le Quotidien du 28 août 2003, la panne d'électricité en Ontario avait écourté le temps consacré à la production des données pour le deuxième trimestre et aux révisions au premier trimestre. Cette note expliquait que la valeur des exportations avait été ajustée à la hausse en raison des larges variations du taux de change. Ces corrections étaient de 1,0 milliard de dollars pour le premier trimestre et de 2,7 milliards de dollars pour le deuxième trimestre.

À la suite d'une analyse plus approfondie, on a constaté que ces corrections à la valeur des exportations avaient été surévaluées. Ainsi, pour ce communiqué, les corrections ont été révisées à la baisse, soit à 0,8 milliard de dollars pour le premier trimestre et à 1,1 milliard de dollars pour le deuxième trimestre. Pour le troisième trimestre, la correction plus petite mais négative cette fois est évaluée à 0,2 milliard de dollars.

biens. Les importations de biens industriels constituent l'autre intervenant de taille ayant contribué à cette diminution.

Le déficit des services demeure élevé

Le déficit du commerce de services, qui est de 2,7 milliards de dollars, s'est légèrement amélioré par rapport au deuxième trimestre, mais est demeuré élevé, surtout en raison de l'important déficit que l'on remarque constamment du côté des voyages internationaux.

Pour un troisième trimestre d'affilée, le déficit au chapitre des voyages a augmenté, s'étant fixé à 1,2 milliard de dollars, soit son niveau le plus élevé en neuf ans. Le nombre de Canadiens qui voyagent à l'extérieur du pays a rebondi au troisième trimestre, et les paiements relatifs aux voyages sont retournés à leur niveau du premier trimestre. Cependant, après la chute record des dépenses des non-résidents au deuxième trimestre, en raison des inquiétudes quant au SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) et à l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine, ou maladie de la vache folle), les recettes des voyages n'ont remonté que légèrement. Le déficit au chapitre des transports s'est amélioré légèrement, mais le déficit des tarifs aériens des voyageurs est demeuré élevé.

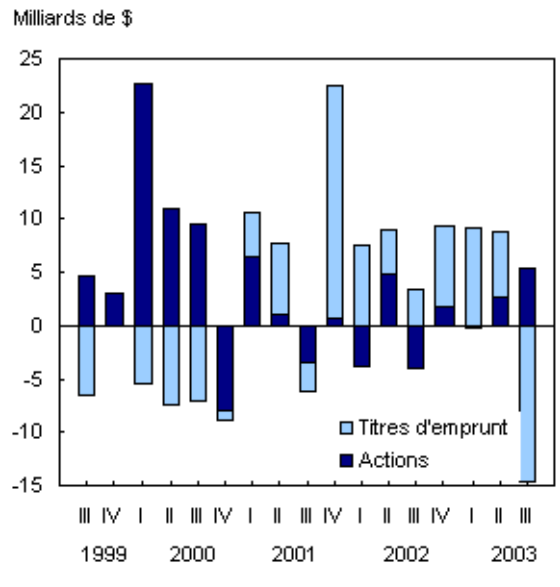
Le déficit au chapitre des services commerciaux a diminué au troisième trimestre, s'étant fixé à 0,6 milliard de dollars. La hausse des recettes pour les services financiers et les frais de redevances et des licences, ainsi que la baisse des paiements pour ces deux catégories, sont les principaux facteurs à l'origine de l'amélioration de 0,3 milliard de dollars du déficit au chapitre des services commerciaux.

Hausse des bénéfices sur les investissements canadiens à l'étranger

Le déficit au chapitre du revenu de placements a diminué pour un quatrième trimestre consécutif, ayant atteint 5,5 milliards de dollars au troisième trimestre, ce qui représente une amélioration de 1,9 milliard de dollars au cours des quatre derniers trimestres. Les bénéfices sur les investissements directs canadiens à l'étranger ont augmenté pour un deuxième trimestre, tandis que le rendement des produits électriques et des industries chimiques s'est amélioré. Les bénéfices réalisés sur les investissements directs étrangers au Canada ont chuté pour un troisième trimestre consécutif, alors que les bénéfices du secteur de l'énergie ont continué de s'éloigner des très hauts niveaux atteints à la fin de 2002 et au début de 2003.

Les paiements d'intérêts sur les obligations canadiennes, qui composent environ 90 % des paiements sur les passifs de portefeuille, sont demeurés relativement stables au troisième trimestre, après avoir chuté considérablement au cours des deux trimestres précédents, à la suite de l'appréciation du dollar canadien.

Investissements étrangers de portefeuille au Canada



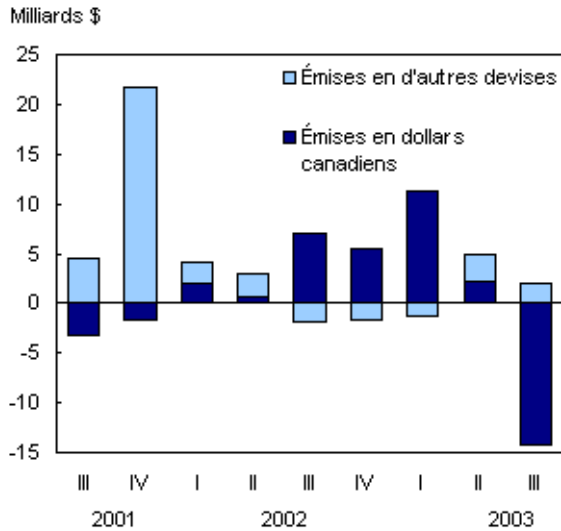
Compte financier

Les investisseurs de portefeuille étrangers vendent des titres canadiens

Les placements de portefeuille étrangers ont vu 9,4 milliards de dollars sortir des titres canadiens au troisième trimestre, après avoir affiché une forte accumulation au cours des trois trimestres précédents. Les investisseurs étrangers ont vendu des instruments d'emprunt, mais ont acheté des actions.

Les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs d'obligations canadiennes d'un montant record de 12,3 milliards de dollars, après avoir investi un total de 73 milliards de dollars pendant dix trimestres d'affilée. Le flux d'obligations qui sont revenues au Canada au cours du trimestre était concentré dans les obligations émises par les gouvernements canadiens et leurs entreprises, principalement des émissions en circulation du gouvernement fédéral libellées en dollars canadiens. Les investisseurs étrangers ont cependant accru leur portefeuille d'obligations de sociétés, surtout en faisant l'acquisition de nouvelles émissions de sociétés en devises étrangères. La réduction globale de l'avoir a été enregistrée surtout par les investisseurs américains, mais également par les Européens. Toutefois, les investisseurs asiatiques ont acquis des obligations canadiennes pour un deuxième trimestre de suite.

Investissements étrangers en obligations canadiennes par devise



Les avoirs étrangers d'instruments du marché monétaire canadien ont été réduits de 2,4 milliards de dollars au cours du trimestre. Cette réduction a été répartie entre les instruments des gouvernements et des sociétés. Les investisseurs étrangers ont dévesti un total de 4 milliards de dollars d'instruments canadiens à court terme en 2003.

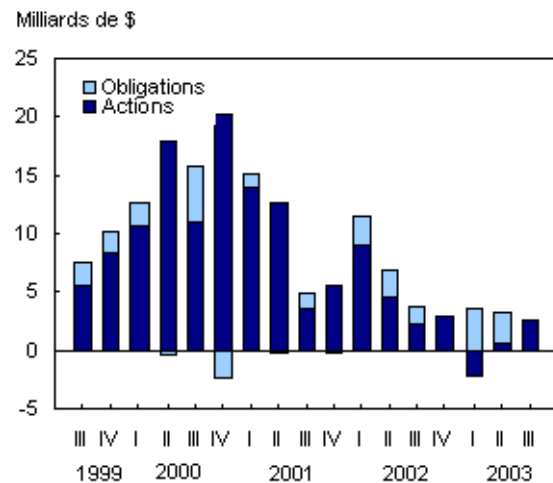
Les investisseurs étrangers ont acheté pour 5,3 milliards de dollars d'actions canadiennes, soit le double du montant du deuxième trimestre. La majorité de ces investissements étaient des émissions en circulation d'actions canadiennes, bien que certaines nouvelles émissions aient été offertes sur les marchés internationaux. Le marché américain a été la principale source de l'augmentation de la demande. Le regain d'appétit des investisseurs étrangers est survenu au moment où le cours des actions canadiennes était à la hausse. L'indice composite S&P/TSX a progressé de 17 % au cours des deuxième et troisième trimestres de 2003.

Augmentation de la demande canadienne d'actions étrangères

Les investisseurs canadiens ont acheté pour 2,6 milliards de dollars d'actions étrangères au troisième trimestre. Il s'agit de leur premier investissement d'importance depuis qu'un montant semblable a été investi au quatrième trimestre de 2002. Alors que la majeure partie de l'investissement a été consacrée aux actions américaines, une petite portion est allée aux sociétés d'outre-mer, soit le premier investissement de ce type en un an. Après avoir investi 6,2 milliards de dollars en obligations étrangères lors du premier semestre, les investisseurs canadiens ont porté une attention particulière à la composition de leur portefeuille au troisième trimestre. Ils ont acheté

pour 2,1 milliards de dollars d'obligations d'outre-mer et d'entreprises américaines, tout en vendant un montant équivalent d'obligations du Trésor américain.

Investissements canadiens de portefeuille à l'étranger¹



¹Signes renversés de la balance des paiements.

Faibles investissements directs

Les investissements directs canadiens à l'étranger se sont établis à 4,9 milliards de dollars au cours du trimestre, soit un troisième trimestre consécutif de faibles investissements. Les acquisitions d'entreprises étrangères ont représenté une partie de l'investissement au troisième trimestre. Il s'agit d'un revirement par rapport au deuxième trimestre, où les investisseurs directs canadiens ont vendu certaines de leurs sociétés étrangères affiliées.

Les investissements directs étrangers au Canada, qui se chiffrent à seulement 2 milliards de dollars, ont enregistré leur plus faible niveau trimestriel en plus de huit ans. La majeure partie de cet investissement est liée aux bénéfices réinvestis et à de petites acquisitions dans l'économie canadienne.

Autres investissements

Les activités des banques canadiennes ont dominé les transactions dans la catégorie des autres investissements, du côté de l'actif comme du passif, ce qui a provoqué des entrées importantes de capitaux au cours du trimestre. Du côté de l'actif, les prêts à des non-résidents ont été réduits de 7,1 milliards de dollars. La hausse des dépôts en devises étrangères a fait augmenter l'autre passif de 3 milliards de dollars. Les réserves internationales du Canada, qui ont diminué de 5,4 milliards de dollars au cours des quatre trimestres précédents, sont demeurées inchangées au troisième trimestre.

Balance des paiements

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	120 597	120 120	119 411	118 737	114 341	112 380	480 404	472 628
Biens	106 083	102 235	105 923	105 817	100 738	95 471	421 519	414 305
Services	14 514	17 886	13 487	12 920	13 603	16 909	58 885	58 323
Revenus de placements	7 778	7 828	9 191	7 657	7 952	7 867	26 715	31 638
Investissements directs	3 618	3 756	5 196	3 599	4 207	4 047	7 297	15 345
Investissements de portefeuille	2 133	2 064	2 072	2 066	2 062	2 124	7 907	8 323
Autres investissements	2 027	2 008	1 923	1 992	1 683	1 696	11 511	7 970
Transferts courants	1 469	1 543	2 026	1 917	1 405	1 456	6 990	7 002
Recettes du compte courant	129 843	129 491	130 628	128 312	123 698	121 702	514 110	511 268
Paiements								
Biens et services	109 754	105 221	107 862	105 795	105 576	97 907	417 908	423 112
Biens	92 830	88 129	91 621	88 421	88 967	80 664	350 632	356 459
Services	16 924	17 092	16 241	17 374	16 609	17 243	67 276	66 653
Revenus de placements	13 404	15 014	15 970	15 502	13 618	13 203	64 029	59 149
Investissements directs	4 080	5 613	5 915	5 984	5 102	4 544	21 884	20 724
Investissements de portefeuille	7 346	7 497	7 564	7 425	7 084	6 998	29 590	29 643
Autres investissements	1 979	1 904	2 490	2 092	1 433	1 661	12 555	8 782
Transferts courants	1 060	1 295	1 377	1 979	1 204	1 348	5 308	5 641
Paiements du compte courant	124 218	121 530	125 209	123 276	120 398	112 458	487 245	487 902
Soldes								
Biens et services	10 843	14 900	11 548	12 942	8 765	14 473	62 496	49 516
Biens	13 253	14 105	14 302	17 396	11 771	14 807	70 887	57 846
Services	-2 410	794	-2 754	-4 454	-3 006	-334	-8 391	-8 330
Revenus de placements	-5 626	-7 186	-6 779	-7 845	-5 666	-5 337	-37 314	-27 511
Investissements directs	-462	-1 858	-719	-2 385	-895	-498	-14 587	-5 379
Investissements de portefeuille	-5 212	-5 433	-5 493	-5 359	-5 021	-4 874	-21 683	-21 320
Autres investissements	48	104	-567	-100	250	35	-1 044	-811
Transferts courants	409	247	650	-62	201	108	1 682	1 361
Solde du compte courant	5 625	7 961	5 419	5 035	3 300	9 244	26 864	23 366
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 476	1 102	842	974	969	925	5 678	4 816
Compte financier	122	-9 830	-9 599	1 525	-11 493	-4 915	-23 466	-17 961
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-8 731	-13 576	-16 205	-5 134	-2 195	-4 908	-56 737	-45 217
Investissements de portefeuille	-6 866	-3 722	-2 928	-1 342	-3 210	-2 589	-37 573	-24 950
Obligations étrangères	-2 298	-1 472	-32	-3 501	-2 664	18	-1 920	-6 243
Actions étrangères	-4 567	-2 250	-2 897	2 159	-546	-2 607	-35 653	-18 707
Autres investissements	2 636	-8	-5 943	-24 941	6 039	6 855	-19 748	-10 657
Prêts	2 237	-1 332	-6 136	-5 746	2 913	7 148	-8 011	-7 678
Dépôts	2 146	2 377	3 107	-18 549	5 061	2 618	-2 173	6 411
Réserves internationales	-1 450	1 885	559	2 711	229	4	-3 353	298
Autres actifs	-297	-2 938	-3 474	-3 356	-2 164	-2 915	-6 210	-9 688
Total de l'actif du Canada, flux nets	-12 960	-17 306	-25 076	-31 417	634	-642	-114 058	-80 825
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	7 324	2 620	5 619	4 991	4 621	2 037	44 608	32 342
Investissements de portefeuille	8 891	-766	9 339	8 793	8 840	-9 354	34 669	21 058
Obligations canadiennes	3 766	5 102	3 691	9 889	7 030	-12 303	37 351	18 712
Actions canadiennes	4 781	-4 076	1 724	-265	2 575	5 327	4 667	-1 436
Effets du marché monétaire canadien	344	-1 791	3 925	-830	-766	-2 378	-7 349	3 782
Autres investissements	-3 132	5 622	519	19 158	-25 589	3 044	11 315	9 464
Emprunts	-3 095	1 857	1 670	647	-3 484	-255	-7 008	1 216
Dépôts	1 868	5 353	-1 128	21 200	-20 592	2 933	23 716	13 559
Autres passifs	-1 905	-1 588	-23	-2 689	-1 513	366	-5 393	-5 311
Total du passif du Canada, flux nets	13 083	7 476	15 477	32 943	-12 127	-4 274	90 592	62 864
Total du compte capital et financier, flux nets	1 598	-8 727	-8 757	2 500	-10 524	-3 990	-17 788	-13 145
Divergence statistique	-7 223	767	3 338	-7 535	7 224	-5 254	-9 076	-10 221

1 Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	117 357	120 309	119 647	120 261	112 864	112 957	480 404	472 628
Biens	102 843	105 650	104 580	105 810	99 145	98 815	421 519	414 305
Services	14 513	14 659	15 067	14 452	13 719	14 142	58 885	58 323
Voyages	4 040	4 195	4 258	4 075	3 430	3 591	16 414	16 731
Transports	2 656	2 700	2 932	2 638	2 291	2 474	10 455	10 831
Services commerciaux	7 444	7 420	7 520	7 375	7 633	7 737	30 553	29 312
Services gouvernementaux	374	344	357	364	365	340	1 463	1 448
Revenus de placements	7 686	7 963	9 111	7 635	7 836	8 006	26 715	31 638
Investissements directs	3 525	3 923	5 108	3 556	4 077	4 220	7 297	15 345
Intérêts	147	127	144	223	157	158	341	546
Bénéfices	3 378	3 796	4 964	3 333	3 921	4 062	6 956	14 799
Investissements de portefeuille	2 118	2 060	2 089	2 066	2 053	2 109	7 907	8 323
Intérêts	490	394	426	439	431	460	2 014	1 775
Dividendes	1 628	1 666	1 663	1 627	1 623	1 648	5 893	6 548
Autres investissements	2 043	1 980	1 915	2 013	1 705	1 677	11 511	7 970
Transferts courants	1 616	1 708	1 938	1 699	1 551	1 599	6 990	7 002
Privé	628	676	630	688	611	648	2 460	2 619
Officiel	987	1 032	1 308	1 011	939	951	4 530	4 382
Total des recettes	126 658	129 980	130 696	129 596	122 250	122 561	514 110	511 268
Paiements								
Biens et services	105 516	107 880	107 785	106 713	102 116	100 209	417 908	423 112
Biens	88 551	91 137	90 958	89 635	85 431	83 347	350 632	356 459
Services	16 965	16 743	16 827	17 078	16 685	16 862	67 276	66 653
Voyages	4 719	4 665	4 686	4 784	4 430	4 758	18 542	18 585
Transports	3 527	3 718	3 667	3 667	3 551	3 591	13 807	14 202
Services commerciaux	8 507	8 146	8 258	8 408	8 485	8 291	34 091	33 005
Services gouvernementaux	211	214	216	218	219	221	836	861
Revenus de placements	13 435	15 334	16 546	14 339	13 517	13 511	64 029	59 149
Investissements directs	3 975	5 773	6 537	5 066	4 885	4 709	21 884	20 724
Intérêts	343	327	342	450	460	454	2 309	1 390
Bénéfices	3 632	5 446	6 194	4 616	4 426	4 255	19 576	19 334
Investissements de portefeuille	7 342	7 495	7 584	7 405	7 085	7 005	29 590	29 643
Intérêts	6 901	7 052	7 119	6 742	6 532	6 447	27 406	27 891
Dividendes	441	442	465	662	553	558	2 184	1 752
Autres investissements	2 118	2 067	2 426	1 869	1 546	1 798	12 555	8 782
Transferts courants	1 331	1 432	1 487	1 466	1 559	1 526	5 308	5 641
Privé	780	792	814	749	788	791	2 864	3 120
Officiel	551	640	672	717	771	735	2 444	2 521
Total des paiements	120 283	124 646	125 818	122 519	117 192	115 246	487 245	487 902
Soldes								
Biens et services	11 840	12 430	11 862	13 548	10 747	12 748	62 496	49 516
Biens	14 292	14 513	13 622	16 175	13 714	15 467	70 887	57 846
Services	-2 452	-2 083	-1 760	-2 627	-2 966	-2 720	-8 391	-8 330
Voyages	-679	-470	-427	-709	-999	-1 167	-2 128	-1 853
Transports	-872	-1 017	-736	-1 029	-1 260	-1 117	-3 352	-3 371
Services commerciaux	-1 064	-726	-738	-1 033	-852	-554	-3 538	-3 693
Services gouvernementaux	163	130	141	145	145	119	627	587
Revenus de placements	-5 749	-7 371	-7 435	-6 704	-5 681	-5 506	-37 314	-27 511
Investissements directs	-450	-1 849	-1 429	-1 509	-808	-489	-14 587	-5 379
Intérêts	-196	-200	-199	-227	-303	-296	-1 968	-844
Bénéfices	-254	-1 649	-1 230	-1 283	-505	-193	-12 620	-4 535
Investissements de portefeuille	-5 224	-5 435	-5 495	-5 339	-5 032	-4 896	-21 683	-21 320
Intérêts	-6 411	-6 659	-6 693	-6 303	-6 102	-5 986	-25 392	-26 116
Dividendes	1 187	1 224	1 198	964	1 070	1 090	3 709	4 796
Autres investissements	-75	-87	-511	144	159	-121	-1 044	-811
Transferts courants	285	276	451	233	-9	73	1 682	1 361
Privé	-152	-116	-185	-61	-177	-143	-404	-501
Officiel	436	392	636	294	168	216	2 086	1 862
Compte courant	6 375	5 334	4 879	7 077	5 058	7 315	26 864	23 366

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



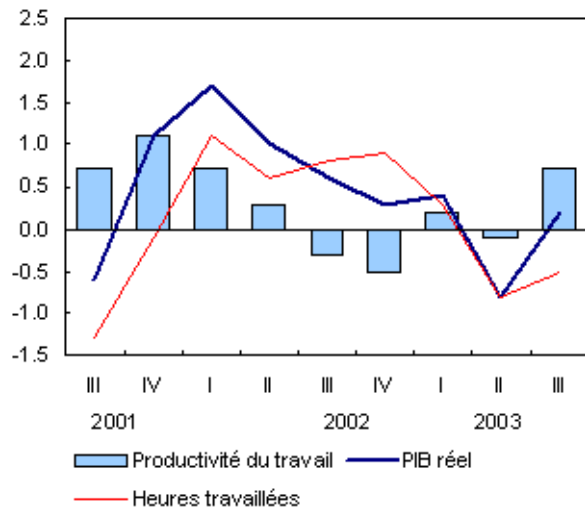
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Troisième trimestre de 2003

La productivité du travail dans le secteur des entreprises canadiennes s'est accrue de 0,7% au troisième trimestre par rapport aux trois mois précédents, soit le plus important gain trimestriel depuis plus d'une année. Cette hausse mettait fin à la piètre performance des cinq derniers trimestres, lorsque la productivité avait oscillé entre un gain de 0,3% et un déclin de 0,5%.

La croissance de la productivité rebondit

Variation trimestrielle en %



En renouant avec une croissance plus forte de la productivité, les entreprises canadiennes ont bénéficié d'une légère progression de l'activité économique, malgré la gigantesque panne d'électricité en Ontario au mois d'août.

Lors des trois premiers trimestres de l'année, la croissance de l'activité économique avait été affectée par une conjonction exceptionnelle de plusieurs chocs défavorables dont le SRAS, la vache folle en Alberta, la panne d'électricité en Ontario, les incendies de forêt en Colombie-Britannique et la poursuite de l'appréciation du dollar.

Les entreprises ont réussi à accroître légèrement leur production sans embaucher

Au troisième trimestre, les entreprises ont réussi à augmenter légèrement leur cadence de production sans embaucher plus de travailleurs. D'un trimestre à l'autre, la production des entreprises canadiennes a légèrement rebondi de 0,2 % au troisième trimestre, après avoir connu un recul de 0,8 % au trimestre précédent. La baisse des stocks non agricoles des entreprises mais aussi le recul des exportations ont freiné cette croissance de la production.

Cette légère reprise de la production a été accompagnée par un manque de vigueur du marché de travail. Au troisième trimestre, le nombre d'emplois demeure inchangé, tandis que les travailleurs ont, en moyenne, consacré moins d'heures (-0,5%) à la production. Le nombre d'heures travaillées a été touché par la panne de courant survenue en Ontario en août et par la période de conservation de l'énergie qui a suivi. N'eût été de cette panne d'électricité, les heures travaillées auraient baissé de 0,3% plutôt que de 0,5 % au troisième trimestre. La panne d'électricité est donc à l'origine des deux cinquièmes de la diminution des heures travaillées consacrées à la production dans le secteur des entreprises au troisième trimestre.

Note aux lecteurs

Ce chapitre sur les estimations de la productivité du travail s'appuie sur les données révisées des statistiques du travail cohérentes avec le Système de comptabilité nationale diffusées dans Le Quotidien du 4 décembre. En raison de ces révisions, les données détaillées sur la productivité et d'autres variables connexes ont été révisées en remontant jusqu'à 1998.

En outre, les estimations des heures travaillées pour le troisième trimestre qui ont servi aux calculs de la productivité ont fait l'objet d'un ajustement pour tenir compte des heures perdues lors de la panne de courant survenue en Ontario. Les résultats de questions spécifiques incluses dans l'Enquête sur la population active du mois de septembre (publiés dans Le Quotidien du 30 octobre) ont été utilisés pour établir l'impact net sur les heures travaillées (heures perdues moins les heures en temps supplémentaire). Dans le secteur des entreprises, la perte nette a été estimée environ à 13,9 millions d'heures.

Des mesures trimestrielles de la productivité du travail et des variables associées paraissent pour la première fois aujourd'hui à un niveau détaillé, qui englobe plus de 15 industries du secteur d'entreprises. Les séries statistiques pour ces industries ont commencé à partir du premier trimestre de 1997. Ces données détaillées par industrie sont disponibles dans un nouveau tableau CANSIM (tableau 383-0012).

Dans ce communiqué, l'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Des gains de productivité plus élevés dans le secteur des services

D'un trimestre à l'autre, la productivité du travail au troisième trimestre s'est accrue plus rapidement dans le secteur produisant des services (+1,3) % que dans celui des biens (+1,0 %). Au deuxième trimestre, la productivité du travail dans les entreprises produisant des services a augmenté à un taux de 0,5% en regard de 0,0 % dans le secteur des biens.

La productivité du travail a progressé au troisième trimestre dans les entreprises produisant des services, dans la foulée surtout de la performance de l'industrie de finance, de services immobiliers et de gestion d'entreprises (+4,2%). Dans les entreprises productrices de biens, la croissance de la productivité a été soutenue surtout par celle du secteur de fabrication où elle est passée de -0,2%% au deuxième trimestre à 1,6% au troisième trimestre.

L'évolution de la productivité dans les industries offre des contrastes

Les performances en matière de productivité des groupes d'industries ont oscillé entre -1,1 % dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle et +4,2 % dans l'industrie de finance, de services immobiliers et de gestion d'entreprises.

D'autres hausses importantes ont été observées dans le transport et l'entreposage (+2,4 %), suivi des services d'hébergement et de la restauration (+1,9%), de la fabrication et des autres services commerciaux (+1,6 %), du commerce de détail (+1,0 %) et des services administratifs, de soutien et de gestion des déchets (+0,5 %).

En revanche, la construction a vu sa productivité pratiquement nulle (+0,1%). La productivité a chuté dans les services professionnels, scientifiques et techniques (-0,2 %), l'agriculture, foresterie, pêche et chasse (-0,4 %), et le commerce de gros (-0,6 %).

Les coûts unitaires se sont accrûs à un rythme modéré

D'un trimestre à l'autre, les coûts unitaires de main-d'œuvre, qui indiquent si l'inflation salariale dépasse la croissance de la productivité, sont demeurés modérés au cours des trois premiers trimestres de l'année. Le coût unitaire de main-d'œuvre s'est légèrement accru à un taux de 0,5 % durant le troisième trimestre, après avoir augmenté de 0,8% au deuxième trimestre et de 0,3% au premier trimestre. Après une hausse de 0,8% enregistrée au deuxième trimestre La croissance trimestrielle de la rémunération horaire s'est élevée à 1,1% au troisième trimestre. Cette hausse trimestrielle est due en bonne partie à la perte d'heures travaillées qui ont été payées à la suite de la panne de courant en Ontario.

D'une année à l'autre, la rémunération horaire versée aux travailleurs du secteur des entreprises s'est accrue de 3,0% au troisième trimestre, soit un taux supérieur à celui de 2,3% au deuxième trimestre. Cette augmentation au rythme annuel de la rémunération horaire au troisième trimestre est supérieure à celle de 0,3% de la productivité du travail. Ainsi, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont subi une progression de 2,8% sur une base annuelle au troisième trimestre, soit un taux légèrement inférieur à celui de 3,0% au trimestre précédent.

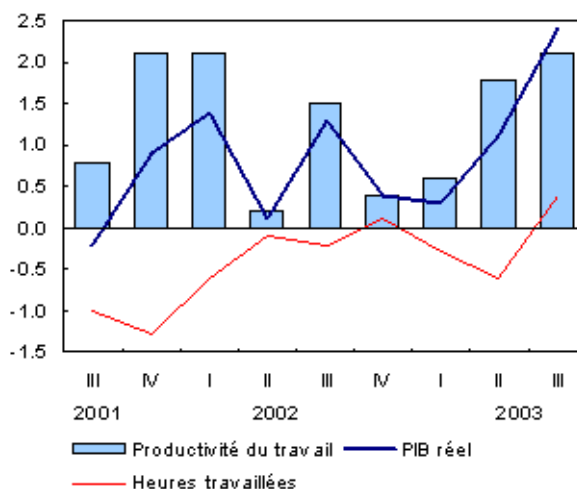
Une meilleure performance de productivité aux États-Unis découlant d'une croissance exceptionnelle de la production

D'un trimestre à l'autre, la production réelle (PIB) au troisième trimestre continue de croître moins rapidement au Canada qu'aux États-Unis, et ce, pour un deuxième trimestre consécutif. Au cours des deux derniers trimestres, l'écart de croissance de la production entre les deux pays demeure élevé.

La croissance trimestrielle de 0,2% de la production au Canada au cours du troisième trimestre contraste fortement avec la poussée de 2.4% enregistrée par les États-Unis à la même période. Ce taux de croissance spectaculaire de la production aux États-Unis est plus du double du trimestre précédent (+1,1%), et surtout la plus forte progression depuis les trois premiers mois de 1984 (+2,7%). Ce résultat s'explique par la conjonction de facteurs favorables dont des réductions d'impôts, des taux d'intérêts à leur plus bas et la dépréciation du dollar américain.

La plus forte hausse de la productivité aux États-Unis depuis le premier trimestre de 2002

Variation trimestrielle en %



Par ailleurs, cette croissance exceptionnelle de la production aux États-Unis s'accompagne d'une légère amélioration du marché de l'emploi. Pendant que les heures travaillées continuaient de baisser au Canada au troisième trimestre, les entreprises américaines ont mis fin à l'ajustement à la baisse de leurs effectifs. Les heures travaillées dans les entreprises américaines ont augmenté de 0,4 % au troisième trimestre, soit seulement une deuxième hausse depuis les 14 derniers trimestres. En revanche, les heures travaillées au Canada ont reculé pour un deuxième trimestre consécutif. Elles ont reculé de 0,5% au troisième trimestre comparativement à un recul de 0,8% au deuxième trimestre.

Une croissance moins marquée de la production au Canada, a entraîné des gains de productivité plus faibles au Canada qu'aux États-Unis pendant le troisième trimestre. D'un trimestre à l'autre, la croissance de la productivité dans les entreprises canadiennes s'est limitée à 0,7 % au troisième trimestre. Parallèlement, l'augmentation de la productivité des entreprises américaines a été trois fois plus importante (+2.1 %).

Depuis le deuxième trimestre de 2002, des écarts en termes de croissance de productivité entre les deux pays ont été favorables aux entreprises américaines.

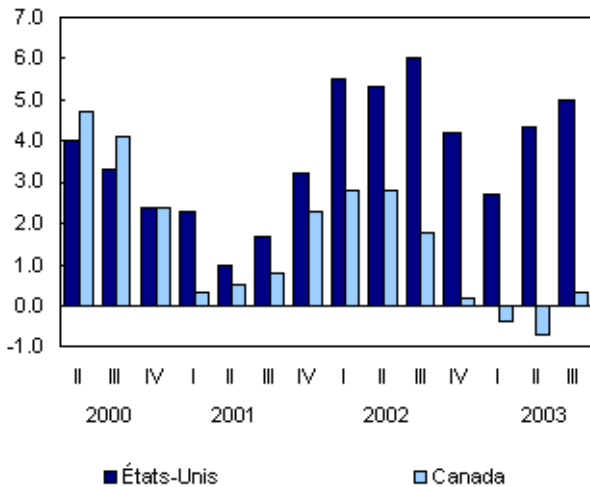
De moindres gains annuels de productivité sans croissance de la production au Canada

La productivité au Canada s'est légèrement accrue à un rythme annuel de 0,3% au troisième trimestre, après deux trimestres de croissance négative. Cette modeste performance canadienne est inférieure à celle observée au sud de la frontière où une forte croissance de productivité de 4,4% a été observée au cours de la même période.

Au quatrième trimestre de 2000, le rythme de croissance d'une année à l'autre de la productivité entre les deux pays était identique. Depuis cette période, la performance de productivité entre le Canada et les États-Unis a fait apparaître des écarts favorables aux entreprises américaines, oscillant entre 0,6 % et 5,0 % par trimestre. Des écarts importants ont été observés au cours des cinq derniers trimestres. Toutefois, au cours des dernières années, les estimations provisoires de la productivité américaine ont été largement révisées à la baisse, alors que le Canada a révisé les siennes à la hausse.

La croissance de la productivité américaine s'est une nouvelle fois accélérée

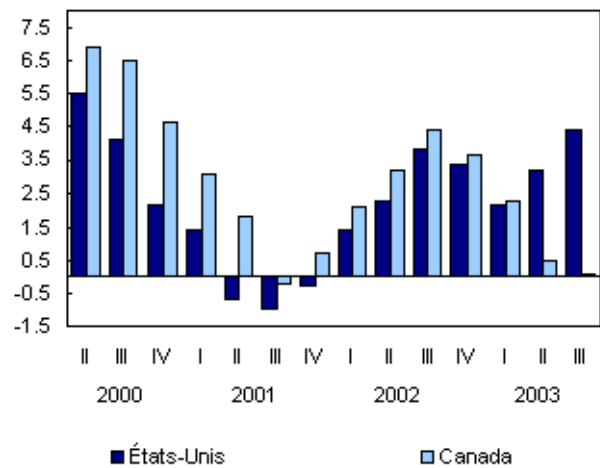
Variation en % d'une année à l'autre



Au troisième trimestre, la performance de la productivité entre les deux pays repose essentiellement sur un rythme très différent de croissance de la production. D'une année à l'autre, la production dans les entreprises canadiennes est demeurée pratiquement inchangée au troisième trimestre, tandis que leurs concurrentes américaines ont connu une forte croissance de leur production. Au troisième trimestre, la production au Canada a crû à un rythme annuel d'à peine 0,1%, pendant qu'elle a fortement augmenté de 4,4% aux États-Unis.

Un deuxième trimestre consécutif de croissance plus forte de la production américaine

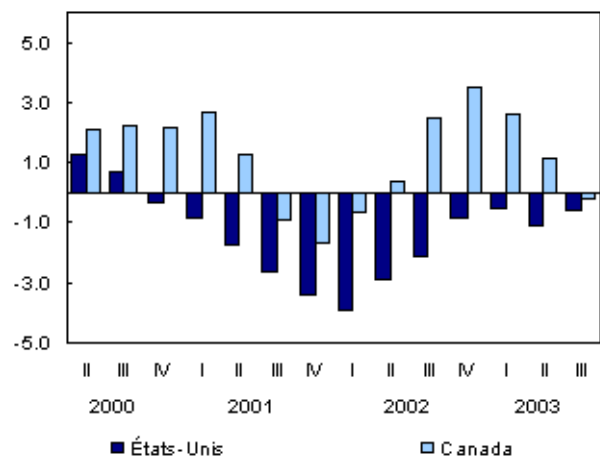
Variation en % d'une année à l'autre



Entre temps, les heures travaillées dans les deux pays ont reculé au troisième trimestre sur une base annuelle, mais à un rythme plus lent au Canada qu'aux États-Unis. En effet, les heures travaillées au Canada ont reculé de 0,2% au troisième trimestre, soit la première baisse annuelle depuis le premier trimestre de 2002. Au cours de la même période, les heures travaillées aux États-Unis ont fléchi pour un douzième trimestre consécutif, en baisse de 0,6%.

Les heures travaillées diminuent, mais à un rythme plus lent au Canada

Variation en % d'une année à l'autre



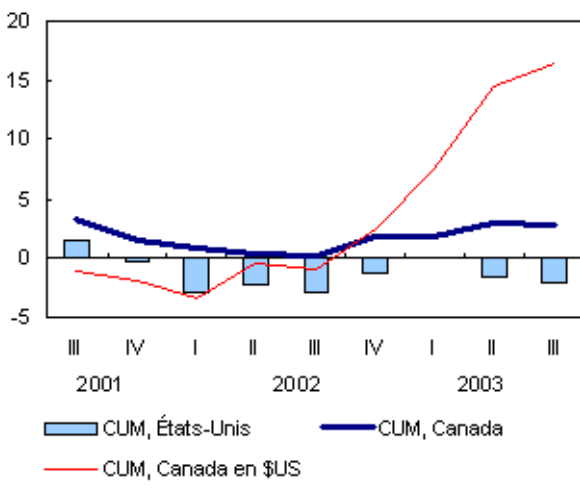
Avec la poursuite de l'appréciation du dollar, les coûts unitaires au Canada continuent de croître

Les entreprises américaines détiennent aussi un avantage important par rapport aux entreprises canadiennes en ce qui concerne les coûts de la main-d'oeuvre.

D'une année à l'autre, les coûts unitaires de la main-d'oeuvre au Canada ont augmenté de 2,8 % au troisième trimestre, alors qu'ils ont reculé de 2,1 % aux États-Unis, tels qu'exprimés dans les devises nationales respectives. L'écart au chapitre des coûts unitaires de main-d'oeuvre entre le Canada et les États-Unis pour le troisième trimestre de 2003 est le résultat d'une plus faible croissance de la productivité du travail au Canada, puisque la rémunération horaire dans les deux pays a évolué à un rythme similaire. En effet, la productivité au Canada a augmenté sur une base annuelle d'à peine 0,3% au troisième trimestre, comparativement à 5,0 % aux États-Unis.

L'appréciation du dollar canadien continue d'augmenter les coûts unitaires

Variation en % d'une année à l'autre



Exprimés en dollars américains, l'avantage pour les entreprises américaines en ce qui a trait aux coûts unitaires de main d'oeuvre était encore plus considérable au troisième trimestre. Avec la flambée de 11,7% du dollar canadien par rapport à son vis-à-vis américain entre le troisième trimestre de 2002 et le même trimestre de 2003, l'écart en termes de l'évolution des coûts unitaires entre les deux pays continue de se creuser nettement en faveur des États-Unis. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes, mesurés en devises américaines, ont affiché une augmentation spectaculaire de 16,4 % en rythme annuel au troisième trimestre, alors que ceux des entreprises américaines ont enregistré une chute de 2,1%.

Secteur des entreprises: Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003
Données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	0,3	-0,3	-0,5	0,2	-0,1	0,7
PIB réel	1,0	0,6	0,3	0,4	-0,8	0,2
Heures travaillées	0,6	0,8	0,9	0,3	-0,8	-0,5
Rémunération horaire	0,1	0,4	0,6	0,4	0,8	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-0,3	0,7	1,2	0,3	0,8	0,5
Taux de change[2]	-2,5	0,6	0,4	-3,8	-7,4	-1,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	2,3	0,1	0,8	4,2	8,9	1,8
États-Unis						
Productivité du travail	0,2	1,5	0,4	0,6	1,8	2,1
PIB réel	0,1	1,3	0,4	0,3	1,1	2,4
Heures travaillées	-0,1	-0,2	0,1	-0,3	-0,6	0,4
Rémunération horaire	1,0	0,5	0,4	0,8	1,0	0,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,8	-1,0	0,1	0,1	-0,8	-1,4
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	2,8	1,8	0,2	-0,4	-0,7	0,3
PIB réel	3,2	4,4	3,6	2,3	0,5	0,1
Heures travaillées	0,4	2,5	3,5	2,6	1,2	-0,2
Rémunération horaire	3,3	2,1	1,9	1,5	2,3	3,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,4	0,2	1,8	1,9	3,0	2,8
Taux de change[2]	0,9	1,1	-0,7	-5,3	-10,0	-11,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,5	-0,9	2,5	7,6	14,5	16,4
États-Unis						
Productivité du travail	5,4	6,0	4,2	2,7	4,3	5,0
PIB réel	2,3	3,8	3,4	2,2	3,2	4,4
Heures travaillées	-2,9	-2,1	-0,8	-0,5	-1,1	-0,6
Rémunération horaire	3,0	2,9	2,8	2,7	2,8	2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-2,2	-2,9	-1,4	0,0	-1,5	-2,1
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	1,1	-1,1	-2,1	0,7	-0,4	2,9
PIB réel	4,0	2,3	1,3	1,6	-3,1	0,6
Heures travaillées	2,6	3,3	3,6	1,1	-3,2	-2,1
Rémunération horaire	0,3	1,7	2,4	1,7	3,3	4,7
Coût unitaire de main-d'oeuvre	-1,1	2,7	5,0	1,1	3,4	1,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	9,5	0,3	3,3	18,1	40,4	7,3
États-Unis						
Productivité du travail	0,8	5,9	1,5	2,7	7,4	8,6
PIB réel	0,6	5,3	1,7	1,4	4,5	10,2
Heures travaillées	-0,2	-0,6	0,2	-1,2	-2,7	1,4
Rémunération horaire	4,0	2,1	1,6	3,2	4,1	2,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,1	-3,6	0,1	0,5	-3,1	-5,8

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises: Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	1,0	0,8	0,9	0,2	-0,3	0,0
Heures travaillées	0,6	0,8	0,9	0,3	-0,8	-0,5
Heures moyennes	-0,3	0,0	0,0	0,1	-0,5	-0,5
Part du travail[2]	-2,3	0,1	0,0	-2,2	1,6	-0,5
États-Unis						
Tous les emplois	-0,1	-0,1	0,2	-0,2	-0,3	0,2
Heures travaillées	-0,1	-0,2	0,1	-0,3	-0,6	0,4
Heures moyennes	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,5	0,2
Part du travail[2]	0,6	-1,0	-0,3	-0,3	-1,0	-1,9
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	1,9	3,2	4,1	2,9	1,6	0,8
Heures travaillées	0,4	2,5	3,5	2,6	1,2	-0,2
Heures moyennes	-1,6	-0,7	-0,6	-0,2	-0,4	-0,9
Part du travail[2]	1,2	-1,2	-2,9	-4,3	-0,5	-1,1
États-Unis						
Tous les emplois	-2,6	-2,0	-0,8	-0,2	-0,3	-0,1
Heures travaillées	-2,9	-2,1	-0,8	-0,5	-1,1	-0,6
Heures moyennes	-0,3	-0,1	0,0	-0,2	-0,8	-0,5
Part du travail[2]	-2,6	-2,9	-2,0	-1,0	-2,6	-3,5
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	4,0	3,2	3,6	0,7	-1,0	0,0
Heures travaillées	2,6	3,3	3,6	1,1	-3,2	-2,1
Heures moyennes	-1,2	0,0	0,0	0,4	-2,0	-2,0
Part du travail[2]	-8,7	0,4	0,0	-8,5	6,7	-2,0
États-Unis						
Tous les emplois	-0,3	-0,3	0,7	-0,7	-1,0	0,7
Heures travaillées	-0,2	-0,6	0,2	-1,2	-2,7	1,4
Heures moyennes	0,4	-0,4	-0,4	-0,4	-2,0	0,8
Part du travail[2]	2,5	-4,0	-1,2	-1,2	-4,1	-7,3

1 Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2 Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3 La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Bilan des investissements internationaux

Troisième trimestre de 2003

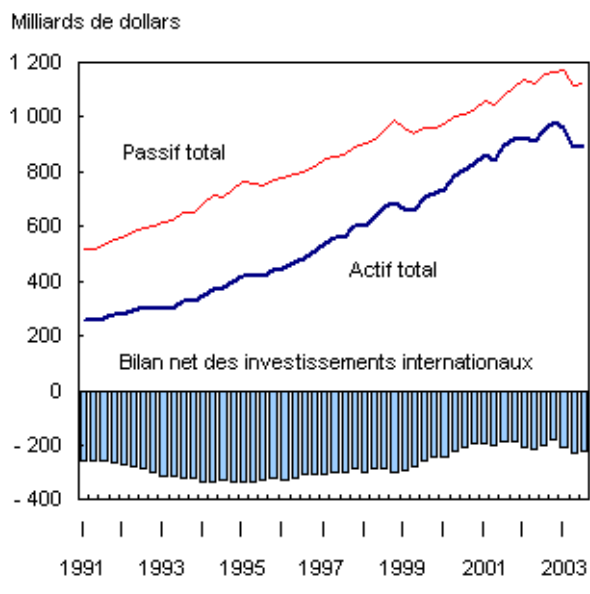
Le passif net du Canada envers les résidents étrangers, soit la différence entre l'actif et le passif étrangers, est tombé à 223,4 milliards de dollars à la fin de septembre, comparativement à un niveau révisé de 231,7 milliards de dollars à la fin de juin. Le passif international net avait augmenté au cours de la première moitié de 2003.

À la fin de septembre, la dette extérieure nette du Canada représentait 18,4 % de son produit intérieur brut, en baisse de près d'un point de pourcentage par rapport aux 19,3 % du deuxième trimestre.

Le recul du troisième trimestre découle du fait que la valeur de l'actif du Canada à l'étranger a progressé, tandis que le passif étranger du pays est demeuré pour ainsi dire inchangé.

L'actif international du Canada a crû de 8,6 milliards de dollars, ou 1 %, depuis le deuxième trimestre, atteignant 895,2 milliards de dollars. La perte de valeur du dollar par rapport aux principales devises a ajouté 6,0 milliards à la valeur de cet actif.

Bilan des investissements internationaux du Canada



Le passif international du Canada est demeuré relativement stable à 1 118,7 milliards de dollars. Les importantes sorties de fonds des investissements de portefeuille ont été compensées par le recul du huard par

rapport aux devises étrangères, et par les entrées de fonds dans la catégorie des investissements directs et autres investissements.

Augmentation des investissements directs canadiens à l'étranger

Après deux trimestres de reculs marqués, les investissements directs canadiens à l'étranger ont progressé de 7,8 milliards de dollars et atteint 386,5 milliards de dollars. Une augmentation des investissements de 4,9 milliards de dollars conjuguée à la diminution du dollar canadien a contribué à cette hausse.

La majeure partie de l'augmentation était répartie entre plusieurs pays autres que les États-Unis alors que les investisseurs canadiens ont accru leur position aux États-Unis de seulement 1,1 milliard de dollars, à 168,9 milliards de dollars.

Les investissements directs du Canada aux États-Unis ne représentaient que 43,7 % des investissements directs totaux à l'étranger à la fin de septembre, soit la plus faible proportion jamais observée.

Hausse des investissements en actions étrangères

Le raffermissement des marchés boursiers du monde a encouragé les investisseurs canadiens à acheter des actions étrangères au troisième trimestre. Par conséquent, la position d'actions étrangères atteignait 193,8 milliards de dollars à la fin de septembre, en hausse de 3,5 milliards de dollars par rapport à la fin de juin.

Les avoirs canadiens en obligations étrangères ont augmenté légèrement et atteint 41,1 milliards de dollars.

Encore une fois, le gros de l'augmentation en investissements de portefeuille à l'étranger, soit 3,1 milliards de dollars, a été dans les marchés à l'extérieur des États-Unis. Les avoirs en actions et obligations étrangères détenues par les Canadiens aux États-Unis atteignaient 132,6 milliards de dollars à la fin de septembre.

Léger gain des investissements directs étrangers au Canada

Les investisseurs directs étrangers ont amélioré leur position d'investissement direct étranger au Canada pour un 26e trimestre consécutif entre juin et septembre. Même sans importantes transactions au cours du troisième trimestre, ils ont ajouté 2,0 milliards de dollars, essentiellement sous forme de bénéfices réinvestis, à leur position, qui a atteint 360,7 milliards de dollars à la fin de septembre.

Note aux lecteurs

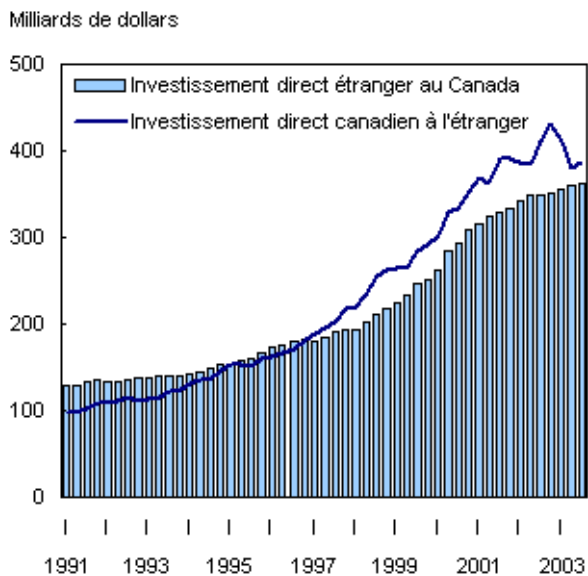
La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

En 26 trimestres, les investissements directs étrangers au Canada ont atteint presque le double du niveau de 181,9 milliards de dollars du premier trimestre de 1997.

Le bilan net des investissements directs, c'est-à-dire la différence entre les investissements directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, a encore contribué à la richesse du Canada, atteignant 25,8 milliards de dollars à la fin de septembre.

Position d'investissement direct étranger

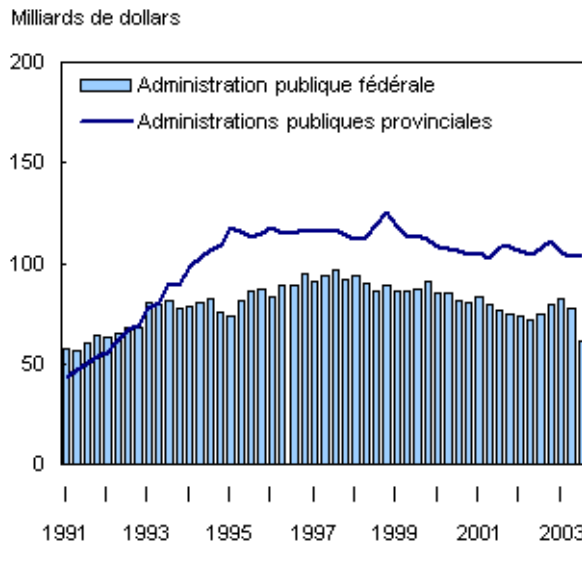


Net recul des avoirs étrangers en obligations du gouvernement fédéral

Les placements de portefeuille étrangers ont régressé de 9,5 milliards de dollars pour se fixer à 505,7 milliards de dollars. Les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en obligations du gouvernement fédéral de 15,8 milliards de dollars, à 61,7 milliards de dollars. C'est le plus bas niveau en 12 ans, le gouvernement fédéral ayant continué de rembourser sa dette extérieure.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes de toutes sources ont atteint 407,8 milliards de dollars à la fin de septembre, en baisse de 9,2 milliards de dollars par rapport à la fin de juin.

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes



Les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont reculé de plus de 10 %, pour s'établir à 21,1 milliards de dollars, leur plus bas niveau en deux ans.

À la faveur du bon rendement du marché canadien des actions, les investisseurs étrangers ont acquis des actions canadiennes au cours du trimestre. À la fin de septembre, ils en détenaient pour 76,8 milliards de dollars, c'est-à-dire le plus haut niveau depuis le premier trimestre de 2001.

L'indice composite S&P/TSX a avancé de plus de 6 % de juin à septembre.

Bilan des investissements internationaux en fin de période

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
millions de dollars								
Actif								
Investissements directs canadiens à l'étranger	383 372	410 931	431 819	410 030	378 702	386 467	389 660	431 819
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	38 625	40 788	39 957	41 060	40 949	41 147	37 068	39 957
Actions étrangères	205 811	215 942	219 179	203 865	190 299	193 840	203 462	219 179
Autres investissements								
Prêts	64 362	65 368	71 110	73 704	66 170	59 835	68 575	71 110
Provisions	-11 779	-11 921	-11 965	-12 078	-11 770	-11 794	-11 851	-11 965
Dépôts	104 592	105 601	102 341	115 338	100 125	98 682	108 929	102 341
Réserves internationales	55 231	55 758	56 230	50 533	47 173	47 719	53 327	56 230
Autres actifs	68 631	72 081	74 651	74 849	74 933	79 333	70 400	74 651
Total de l'actif	908 843	954 548	983 322	957 302	886 580	895 229	919 570	983 322
Passif								
Investissements directs étrangers au Canada	347 453	348 599	349 388	354 379	358 675	360 713	333 635	349 388
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	420 117	439 275	443 676	433 905	416 995	407 785	421 351	443 676
Actions canadiennes	74 754	72 891	73 677	73 556	74 676	76 807	74 128	73 677
Instruments du marché monétaire canadien	22 880	21 294	25 189	24 517	23 518	21 142	21 463	25 189
Autres investissements								
Emprunts	53 459	57 631	58 487	55 939	52 977	52 428	55 549	58 487
Dépôts	183 677	196 493	194 512	204 091	169 988	178 116	181 055	194 512
Autres passifs	21 932	22 106	22 400	22 132	21 493	21 667	21 811	22 400
Total du passif	1 124 271	1 158 289	1 167 329	1 168 520	1 118 323	1 118 657	1 108 992	1 167 329
Bilan net des investissements internationaux	-215 428	-203 741	-184 007	-211 217	-231 744	-223 428	-189 422	-184 007

Comptes du bilan national

Troisième trimestre de 2003

La valeur nette nationale a atteint 3,9 billions de dollars à la fin du troisième trimestre, soit 123 200 \$ par habitant, en hausse par rapport aux 121 600 \$ du trimestre précédent.

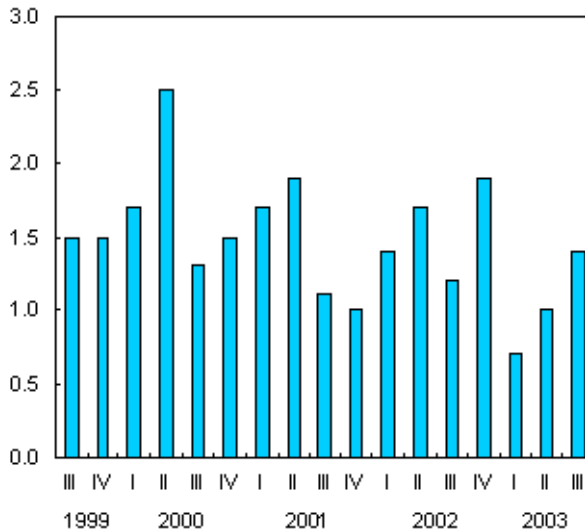
La progression de la valeur nette nationale reflète la baisse de la dette extérieure nette et la hausse des dépenses

La valeur nette nationale a augmenté de 1,4 % (données désaisonnalisées) au troisième trimestre, soit à un rythme plus rapide qu'au trimestre précédent. Cela tient principalement à la baisse de la dette extérieure nette (-3,6 %), la dette des Canadiens envers les non-résidents ayant diminué et la dette de ces derniers envers nous ayant augmenté. Cette baisse reflète la vente considérable d'obligations de l'administration fédérale par les non-résidents, et fait suite à deux trimestres de hausse significative de la dette extérieure nette, hausse attribuable à l'augmentation de la valeur de notre monnaie.

Le raffermissement de la demande intérieure finale a aussi contribué à la progression de la valeur nette nationale, grâce surtout à une reprise des dépenses des particuliers en biens durables ainsi qu'aux investissements soutenus en matière de logement au cours du trimestre, ce qui allait de pair avec l'expansion de l'économie. Les actifs non financiers de l'ensemble de l'économie (patrimoine national) ont augmenté de 1,3 % (données désaisonnalisées).

Valeur nette nationale

variation en %, données désaisonnalisées



La valeur nette des ménages augmente, en dépit d'une hausse du fardeau de la dette

La valeur nette des ménages a elle aussi progressé à un rythme plus soutenu au troisième trimestre, la croissance des actifs ayant dépassé celle des passifs. Les ménages occupent une place prépondérante au chapitre de la valeur nette dans l'économie, du fait de la valeur significative des actifs non financiers qu'ils détiennent (2,0 billions de dollars) principalement des biens immobiliers résidentiels et de leurs importants portefeuilles d'investissements financiers (2,5 billions de dollars). Toutefois, la proportion a diminué légèrement au cours du trimestre alors que la valeur nette des sociétés et des administrations publiques se soit améliorée.

Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers. Le patrimoine national est la somme des actifs non financiers – les actifs produits, les terrains entourant les bâtiments et les terres agricoles – de tous les secteurs de l'économie. La valeur nette nationale est le patrimoine moins la dette extérieure nette (l'endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à notre égard – le bilan des investissements internationaux du Canada). Elle représente également la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

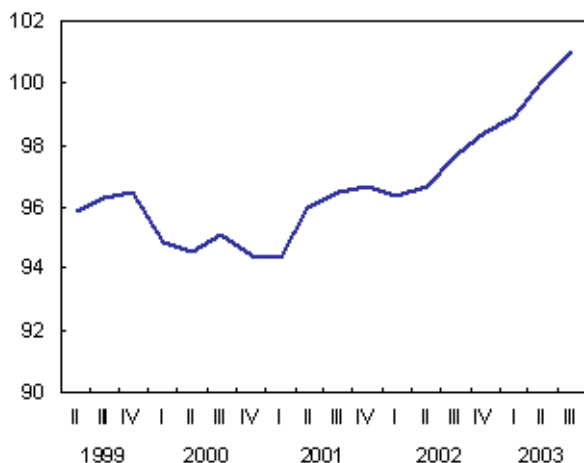
Les séries trimestrielles disponibles remontent au premier trimestre de 1990. Pour le moment, seules certaines séries sont offertes sur une base désaisonnalisée. Toutefois, d'autres données désaisonnalisées seront fournies durant l'année. Le texte présente des données qui ne sont pas ajustées pour tenir compte des variations saisonnières, à moins d'avis contraire.

Les utilisateurs sont priés de noter que les données relatives aux investissements canadiens dans des titres négociables étrangers (investissements à l'étranger) peuvent, dans le cas de certains secteurs des investisseurs institutionnels, différer de celles provenant des enquêtes de Statistique Canada, en particulier pour les années récentes. Cette différence tient à l'écart de plus en plus marqué entre la valeur comptable des titres négociables étrangers détenus par des investisseurs canadiens et la valeur comptable sous-jacente des sociétés étrangères dont les actions sont détenues et négociées. Cette situation persistera au cours des prochains trimestres, car les Comptes du bilan national continueront d'être fondés sur le même concept que le Bilan des investissements internationaux en ce qui touche l'évaluation des investissements canadiens dans les titres de participation étrangers. Cependant, le problème sera réglé, car l'on passera, tant pour les Comptes du bilan national que pour le Bilan des investissements internationaux, à une méthode d'évaluation commune des titres négociables fondée sur leur valeur marchande.

Une mesure annuelle du patrimoine national incluant certaines ressources naturelles choisies est offerte dans CANSIM, tableau 378-0005.

Le fardeau de la dette des ménages augmente encore

en % du revenu personnel disponible, données désaisonnalisées



Les actifs non financiers et les actifs financiers ont augmenté de 2,0 % et 0,8 % respectivement au troisième trimestre. Les dépenses accrues au titre du logement, ainsi que la hausse de la valeur des maisons, ont été responsables de la progression des actifs non financiers. L'accroissement du stock de biens de consommation durables a été atténué par des baisses marquées des prix des véhicules automobiles neufs. De faibles gains ont été enregistrés au titre des assurances, des caisses de retraite et des fonds communs de placement au cours du trimestre.

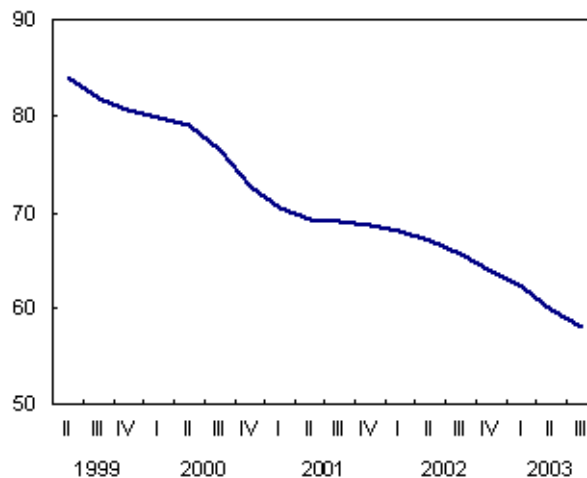
La demande de fonds au cours du trimestre, stimulée par les dépenses des ménages et l'essor soutenu du marché de l'habitation, a fait augmenter le crédit à la consommation et la dette hypothécaire des ménages. Le ratio de la dette des ménages au revenu personnel disponible a atteint un nouveau sommet de 101,0 % (données désaisonnalisées). Toutefois, la diminution légère des taux d'intérêt au cours du trimestre a modéré l'augmentation du fardeau de la dette.

La progression des capitaux propres des sociétés traduit la vigueur des bénéfices non répartis au troisième trimestre

La situation financière des sociétés a continué de s'améliorer au troisième trimestre, les bénéfices ayant augmenté. Étant donné la hausse des dépenses en capital fixe et malgré la réduction des stocks au cours du trimestre, les actifs non financiers ont progressé de 0,6 %. Toutefois, les bénéfices non répartis ont augmenté plus rapidement que l'acquisition de capital non financier, ce qui a entraîné une hausse additionnelle du prêt net dans le secteur des entreprises. Les sociétés ont dégagé des excédents et injecté des fonds dans l'économie pendant plus de 12 derniers trimestres consécutifs. Cela leur a permis de restructurer leur bilan considérablement au cours de cette période.

Le ratio de l'endettement continue à chuter

en % de l'avoir, données non désaisonnalisées



En ce qui a trait aux sociétés non financières privées, l'importance des revenus combinée aux fortes émissions d'actions a contribué au raffermissement des bilans. Le niveau d'endettement a encore diminué au cours du trimestre, la dette sur le marché du crédit étant en baisse (-0,2 %) tandis que l'avoir connaissait une expansion considérable (2,6 %). La tendance à la baisse du ratio d'endettement à l'avoir, qui prévaut depuis longtemps, s'est poursuivie; ce ratio se situe maintenant à des niveaux qui n'avaient pas été vus depuis les années 70. Même si l'endettement à long terme a diminué au cours du trimestre, le ratio de la dette à court terme à la dette à long terme a poursuivi son recul. La liquidité de ces sociétés s'est améliorée de façon constante depuis le deuxième trimestre de 2000, les actifs à court terme ayant continué de croître plus rapidement que le passif à court terme.

La situation financière des administrations publiques s'améliore

La valeur nette des administrations publiques, bien que demeurant négative, s'est redressée légèrement au troisième trimestre. Les actifs non financiers du secteur des administrations publiques ont connu une hausse, tandis que la dette nette a diminué. Toutefois, la baisse de la dette nette a été circonscrite au secteur de l'administration fédérale, par suite de l'augmentation de l'excédent au cours du trimestre.

La dette des administrations publiques sur le marché du crédit a progressé de 0,4 % dans l'ensemble, et de 0,2 % pour le secteur de l'administration fédérale. Notamment, la proportion des obligations fédérales détenues par les non-résidents est tombée à 18,7 % comparativement à 23,4 % au trimestre précédent.

La dette sur le marché du crédit et la dette nette ont diminué par rapport au PIB, mais cette baisse a été plus marquée au niveau de l'administration fédérale.

Comptes du bilan national[1]

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette nationale								
Patrimoine national	3 880 <i>1,7</i>	3 921 <i>1,1</i>	3 968 <i>1,2</i>	4 016 <i>1,2</i>	4 077 <i>1,5</i>	4 132 <i>1,3</i>	3 747 <i>5,3</i>	3 968 <i>5,9</i>
Dette nette extérieur	-215 <i>...</i>	-204 <i>...</i>	-184 <i>...</i>	-211 <i>...</i>	-232 <i>...</i>	-223 <i>...</i>	-189 <i>...</i>	-184 <i>...</i>
Valeur nette nationale	3 665 <i>5,4</i>	3 717 <i>5,4</i>	3 784 <i>6,4</i>	3 805 <i>5,6</i>	3 845 <i>4,9</i>	3 909 <i>5,2</i>	3 558 <i>5,9</i>	3 784 <i>6,4</i>
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	116 700 <i>1,5</i>	118 100 <i>1,2</i>	120 100 <i>1,7</i>	120 600 <i>0,4</i>	121 600 <i>0,8</i>	123 200 <i>1,3</i>	113 900 <i>4,8</i>	120 100 <i>5,4</i>
données désaisonnalisées, milliards de dollars								
Valeur nette								
Secteur des particuliers	3 492 <i>2,5</i>	3 496 <i>0,1</i>	3 560 <i>1,8</i>	3 579 <i>0,5</i>	3 623 <i>1,2</i>	3 662 <i>1,1</i>	3 379 <i>4,6</i>	3 560 <i>5,4</i>
Secteur des sociétés	400 <i>-7,0</i>	429 <i>7,3</i>	431 <i>0,5</i>	432 <i>0,2</i>	419 <i>-3,0</i>	428 <i>2,1</i>	408 <i>-1,0</i>	431 <i>5,6</i>
Secteur des administrations publiques	-222 <i>...</i>	-211 <i>...</i>	-207 <i>...</i>	-200 <i>...</i>	-191 <i>...</i>	-186 <i>...</i>	-229 <i>...</i>	-207 <i>...</i>
Valeur nette nationale	3 670 <i>1,7</i>	3 713 <i>1,2</i>	3 784 <i>1,9</i>	3 811 <i>0,7</i>	3 851 <i>1,0</i>	3 904 <i>1,4</i>	3 558 <i>5,9</i>	3 784 <i>6,4</i>

1 La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Bilan national

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
Millions de dollars en fin de trimestre								
Total des actifs	11 337 233	11 450 789	11 599 943	11 629 931	11 690 565	11 841 037	11 074 868	11 599 943
Actifs non financiers	3 880 391	3 920 840	3 967 824	4 015 998	4 076 539	4 132 167	3 746 957	3 967 824
Immeubles résidentiels	996 495	1 015 851	1 033 872	1 050 386	1 070 982	1 090 517	964 678	1 033 872
Construction non résidentielle	957 700	966 392	974 455	981 865	988 944	998 068	945 257	974 455
Machines et matériel	426 920	429 540	433 192	434 080	438 915	441 395	416 434	433 192
Biens de consommation durables	317 562	322 442	329 759	331 224	337 909	339 870	307 223	329 759
Stocks	188 780	194 056	197 349	203 262	196 828	193 272	190 265	197 349
Terrains	992 934	992 559	999 197	1 015 181	1 042 961	1 069 045	923 100	999 197
Actifs financiers nets	-215 428	-203 741	-184 007	-211 217	-231 744	-223 428	-189 422	-184 007
Actifs financiers	7 456 842	7 529 949	7 632 119	7 613 933	7 614 026	7 708 870	7 327 911	7 632 119
Réserves officielles	55 231	55 758	56 230	50 534	47 172	47 719	53 328	56 230
Or et devises étrangères	49 037	49 407	49 478	43 926	40 548	41 287	47 796	49 478
Position de réserve au FMI	5 170	5 263	5 628	5 523	5 592	5 360	4 554	5 628
Droits de tirage spéciaux	1 024	1 088	1 124	1 085	1 032	1 072	978	1 124
Argent et dépôts bancaires	656 658	664 398	670 724	666 727	685 918	687 350	632 392	670 724
Autres dépôts	161 552	163 566	165 149	166 721	172 223	174 645	160 117	165 149
Devises et dépôts étrangers	88 393	82 901	95 029	101 968	81 018	90 629	80 530	95 029
Crédit à la consommation	194 997	199 790	204 274	205 645	211 667	216 547	188 331	204 274
Comptes à recevoir	215 023	219 297	220 591	222 553	223 385	222 794	214 875	220 591
Prêts bancaires	175 612	175 054	177 120	180 405	180 634	180 342	176 722	177 120
Autres prêts	176 378	183 495	189 196	188 515	187 398	187 800	181 718	189 196
Effets à court terme, Canada	97 782	97 118	97 631	98 206	99 655	104 178	92 290	97 631
Autres effets à court terme	172 749	174 125	168 316	166 388	164 502	159 301	168 800	168 316
Hypothèques	583 402	594 337	594 108	599 889	610 834	621 667	569 644	594 108
Obligations fédérales	266 496	261 366	252 911	250 035	249 767	261 968	265 727	252 911
(dont les OÉC)	23 685	23 442	22 309	22 034	21 644	21 382	23 819	22 309
Obligations provinciales	247 149	248 566	250 495	253 004	255 470	259 191	243 158	250 495
Obligations municipales	32 129	31 931	32 838	32 220	31 627	32 066	31 490	32 838
Autres obligations	213 615	201 312	213 595	215 775	224 236	222 656	188 412	213 595
Assurances-vie et rentes	964 031	953 061	968 425	950 400	957 699	967 029	959 753	968 425
Créances, entreprises privées	950 903	975 997	995 767	979 299	956 083	966 063	918 023	995 767
Créances, administrations publiques	189 695	192 631	191 612	183 581	181 716	184 317	185 253	191 612
Actions	1 139 617	1 161 038	1 180 418	1 176 735	1 171 840	1 184 428	1 143 820	1 180 418
Investissements étrangers	265 613	280 972	286 145	271 977	258 967	267 504	263 182	286 145
Autres éléments de l'actif	609 817	613 236	621 545	653 356	662 215	670 676	610 346	621 545
Passif et valeur nette	11 337 233	11 450 789	11 599 943	11 629 931	11 690 565	11 841 037	11 074 868	11 599 943
Passif	7 672 270	7 733 690	7 816 126	7 825 150	7 845 770	7 932 298	7 517 333	7 816 126
Argent et dépôts bancaires	670 198	679 304	684 823	680 502	700 448	701 331	648 632	684 823
Autres dépôts	161 552	163 566	165 149	166 721	172 223	174 645	160 117	165 149
Devises et dépôts étrangers	102 296	102 787	112 225	109 189	90 144	104 410	104 351	112 225
Crédit à la consommation	194 997	199 790	204 274	205 645	211 667	216 547	188 331	204 274
Comptes à payer	212 852	218 456	220 379	221 600	222 138	222 048	218 941	220 379
Emprunts bancaires	157 044	158 550	157 567	160 489	159 715	159 727	156 291	157 567
Autres emprunts	184 631	190 425	194 173	192 408	192 040	191 708	192 030	194 173
Effets à court terme, Canada	105 941	105 147	107 050	107 203	109 997	114 699	99 729	107 050
Autres effets à court terme	186 954	187 152	183 508	181 378	177 001	169 224	182 486	183 508
Hypothèques	583 717	594 657	594 428	600 204	611 146	621 981	569 966	594 428
Obligations fédérales	337 657	334 657	331 079	330 734	326 163	322 204	339 262	331 079
(dont les OÉC)	23 685	23 442	22 309	22 034	21 644	21 382	23 819	22 309
Obligations provinciales	372 432	378 181	383 696	378 085	376 648	380 516	375 534	383 696
Obligations municipales	36 240	36 021	36 474	35 723	35 024	35 223	35 966	36 474
Autres obligations	424 084	423 323	432 790	430 807	431 597	436 426	390 119	432 790
Assurances-vie et rentes	964 031	953 061	968 425	950 400	957 699	967 029	959 753	968 425
Créances, entreprises privées	444 797	451 490	460 006	464 275	436 267	435 505	418 579	460 006
Créances, administrations publiques	189 695	192 631	191 612	183 581	181 716	184 317	185 253	191 612
Actions	1 738 344	1 752 912	1 769 238	1 778 775	1 793 634	1 819 416	1 688 112	1 769 238
Autres éléments du passif	604 808	611 580	619 230	647 431	660 503	675 342	603 881	619 230
Valeur nette	3 664 963	3 717 099	3 783 817	3 804 781	3 844 795	3 908 739	3 557 535	3 783 817

Tableau sommaire du marché du crédit

	Deuxième trimestre de 2002	Troisième trimestre de 2002	Quatrième trimestre de 2002	Premier trimestre de 2003	Deuxième trimestre de 2003	Troisième trimestre de 2003	2001	2002
Millions de dollars en fin de trimestre								
Passif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	772 283	786 803	795 109	803 101	818 951	833 922	751 763	795 109
Crédit à la consommation	194 997	199 790	204 274	205 645	211 667	216 547	188 331	204 274
Emprunts bancaires	32 870	32 403	32 073	33 538	33 603	33 582	32 581	32 073
Autres emprunts	66 460	67 140	67 589	68 594	68 519	69 199	65 191	67 589
Hypothèques	477 956	487 470	491 173	495 324	505 162	514 594	465 660	491 173
Sociétés privées non financières	538 642	538 935	536 430	532 961	526 326	525 277	530 988	536 430
Emprunts bancaires	107 510	108 091	108 663	107 908	106 903	107 774	108 228	108 663
Autres emprunts	79 705	80 702	81 943	77 986	77 355	76 169	82 520	81 943
Autres effets à court terme	56 096	54 855	48 644	47 517	40 596	40 500	52 724	48 644
Hypothèques	95 341	96 433	97 030	98 339	99 421	100 556	94 439	97 030
Obligations	199 990	198 854	200 150	201 211	202 051	200 278	193 077	200 150
Entreprises publiques non financières	67 235	68 198	70 065	72 148	71 802	70 146	71 319	70 065
Emprunts bancaires	1 986	2 074	2 456	3 192	3 281	3 094	1 915	2 456
Autres emprunts	4 286	4 790	4 536	6 167	6 162	6 158	4 309	4 536
Autres effets à court terme	7 965	7 799	8 409	9 384	9 444	8 366	8 115	8 409
Hypothèques	97	97	104	104	100	99	98	104
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	51 214	51 924	52 809	52 050	51 073	50 679	55 987	52 809
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	1 566	1 393	1 630	1 130	1 621	1 629	774	1 630
Administration fédérale	440 326	436 536	434 865	434 670	432 900	433 647	435 705	434 865
Emprunts bancaires	101	101	101	101	101	101	101	101
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	105 941	105 147	107 050	107 203	109 997	114 699	99 729	107 050
Obligations fédérales	334 284	331 288	327 714	327 366	322 802	318 847	335 875	327 714
Obligations d'épargne du Canada	23 685	23 442	22 309	22 034	21 644	21 382	23 819	22 309
Autres obligations	310 599	307 846	305 405	305 332	301 158	297 465	312 056	305 405
Autres paliers d'administration publique	370 961	375 254	378 009	374 261	373 689	376 402	366 125	378 009
Emprunts bancaires	4 007	4 621	4 076	4 099	4 083	4 350	3 871	4 076
Autres emprunts	10 751	10 808	10 935	11 123	11 362	11 442	10 481	10 935
Autres effets à court terme	18 908	17 318	15 132	16 438	16 172	13 555	17 432	15 132
Hypothèques	2 368	2 368	2 367	2 343	2 343	2 343	2 374	2 367
Obligations provinciales	297 001	302 427	307 328	302 833	302 997	307 775	294 322	307 328
Obligations municipales	36 119	35 900	36 353	35 602	34 903	35 102	35 845	36 353
Autres obligations	1 807	1 812	1 818	1 823	1 829	1 835	1 800	1 818
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 189 447	2 205 726	2 214 478	2 217 141	2 223 668	2 239 394	2 155 900	2 214 478
Crédit à la consommation	194 997	199 790	204 274	205 645	211 667	216 547	188 331	204 274
Emprunts bancaire	146 474	147 290	147 369	148 838	147 971	148 901	146 696	147 369
Autres emprunts	161 202	163 440	165 003	163 870	163 398	162 968	162 501	165 003
Effets à court terme, Canada	105 941	105 147	107 050	107 203	109 997	114 699	99 729	107 050
Autres effets à court terme	82 969	79 972	72 185	73 339	66 212	62 421	78 271	72 185
Hypothèques	575 762	586 368	590 674	596 110	607 026	617 592	562 571	590 674
Obligations	922 102	923 719	927 923	922 136	917 397	916 266	917 801	927 923
Non-résidents	56 154	55 319	59 320	57 102	55 761	55 445	59 407	59 320
Emprunts bancaires	18 568	16 504	19 553	19 916	20 919	20 615	20 431	19 553
Autres emprunts	37 586	38 815	39 767	37 186	34 842	34 830	38 976	39 767
Hypothèques	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 245 601	2 261 045	2 273 798	2 274 243	2 279 429	2 294 839	2 215 307	2 273 798
Institutions financières canadiennes	366 744	375 062	383 721	378 965	381 391	383 442	345 289	383 721
Emprunts bancaires	10 570	11 260	10 198	11 651	11 744	10 826	9 595	10 198
Autres emprunts	23 429	26 985	29 170	28 538	28 642	28 740	29 529	29 170
Autres effets à court terme	103 985	107 180	111 323	108 039	110 789	106 803	104 215	111 323
Hypothèques	7 955	8 289	3 754	4 094	4 120	4 389	7 395	3 754
Obligations	220 805	221 348	229 276	226 643	226 096	232 684	194 555	229 276
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	2 612 345	2 636 107	2 657 519	2 653 208	2 660 820	2 678 281	2 560 596	2 657 519
Actif de:								
Particuliers et entreprises individuelles	131 584	120 179	118 399	124 334	127 665	126 449	98 683	118 399
Entreprises non financières	71 565	75 644	75 260	73 642	73 660	72 022	75 207	75 260
Administrations publiques	177 071	179 952	178 007	180 125	182 396	189 224	170 330	178 007
Non-résidents	479 542	496 128	503 875	489 696	470 969	457 984	482 829	503 875
Institutions financières canadiennes	1 780 089	1 791 319	1 808 818	1 811 981	1 832 069	1 858 021	1 762 072	1 808 818